

Un cadre pour l'avenir du Canada
Alexa McDonough et le NPD du Canada

Cher ami et chère amie,

Ce document fait ressortir notre vision de l'avenir du Canada... les objectifs que nous défendrons au sein du prochain Parlement.

Tout ce dont nous avons besoin pour y parvenir... c'est d'assez de député-e-s néo-démocrates. Des députés-e-s qui parlent pour les gens et non seulement pour les privilégié-e-s. Qui se battent pour une économie au service des gens et non seulement au service des profits. Qui luttent pour un gouvernement qui appuie les communautés et non seulement les grandes entreprises.

C'est une vision qui vient du coeur des Canadien-ne-s. Elle est l'image de ce qu'il y a de mieux et de plus décent au regard de notre identité nationale. Elle est l'image de ce qui nous rend unique sur ce continent.

Les Canadien-ne-s veulent un pays qui fonctionne et qui reflète leurs valeurs. Nous voulons une économie qui offre l'espoir d'un avenir meilleur, pour nous et nos enfants. Nous voulons un avenir meilleur -- des normes de vie plus élevées, davantage de sécurité, des emplois plus satisfaisants. Nous voulons une société compatissante et tolérante; une société d'occasions nouvelles et d'espoir; une société qui attache de l'importance aux communautés; une société qui mesure ses progrès selon les normes de vie des moins fortuné-e-s.

Voilà le Canada dont nous rêvons, le Canada pour lequel nous nous battons.

Pour trop de Canadien-ne-s, la réalité quotidienne est toute autre. Les nouvelles quotidiennes de notre vie économique et politique reflètent de plus en plus difficilement les espoirs et les aspirations de notre pays.

Les Libéraux ne savent plus ce que sont les valeurs des Canadien-ne-s.

Ils ne savent plus prêter l'oreille aux préoccupations les plus fondamentales. Ils n'entendent pas ce qu'ont à dire les familles dont les normes de vie se sont affaïssées dans les années 1990 au regard des emplois et de la sécurité économique. Par contre, ils entendent bien les cris de joie des banquiers et des investisseurs dont les profits ont grimpé.

Ils n'entendent pas lorsqu'on s'inquiète de l'environnement. Mais ils entendent les revendications des grandes entreprises qui ne veulent se plier à aucune exigence - et qui ne veulent pas assumer leurs responsabilités.

Ils n'entendent pas l'écho de leur propre voix en 1993, alors qu'ils promettaient d'éliminer la TPS; d'assurer l'avenir de la Société Radio-Canada; de dispenser des services de garderie décentes et abordables à des milliers d'enfants canadiens; de renégocier l'ALENA; et de faire des emplois la priorité première.

Mais ils écoutent le Parti conservateur et le Parti réformiste qui veulent démanteler le gouvernement fédéral; abolir l'assurance-maladie; paralyser la capacité du gouvernement à appuyer les moins nanti-e-s et les désavantagé-e-s; transformer l'éducation en un privilège dont ne pourront se prévaloir les enfants des familles de travailleurs et de travailleuses; piller le Fonds d'assurance-chômage; offrir davantage d'échappatoires fiscales aux riches; éliminer les institutions et programmes nationaux, composantes essentielles de notre tissu social et culturel; et détruire le régime de pension du Canada que des générations entières ont bâti.

Les Libéraux sont sur la bonne voie lorsqu'il s'agit de mettre en oeuvre cet ordre du jour. Sans une voix forte au Parlement pour les freiner, les Libéraux ont oublié qu'ils ont été élus pour servir les Canadien-ne-s et non les banques, les grandes entreprises ou les institutions de courtage qui financent leurs campagnes.

Les Libéraux ont été élus parce qu'ils promettaient l'espoir. Ils croient maintenant que nous ne pouvons plus nous permettre les choses que les Canadien-ne-s ont à coeur; qu'il faille accepter un taux de chômage de 9 à 10 % et l'insécurité économique qui en découle; qu'il faille tolérer des taxes injustes faisant en sorte que les riches et les grandes entreprises paient moins que leur juste part; qu'il faille sacrifier la qualité environnementale au profit; que Brian Mulroney et les banquiers avaient raison, après tout; et surtout, que dans le système économique mondial actuel, il n'existe aucune solution de rechange.

Que l'environnement économique change ne fait aucun doute. Mais les Néo-démocrates maintiennent que l'on peut faire mieux.

Les Néo-démocrates sont d'avis qu'on peut raconter les choses différemment au regard de l'avenir du Canada et des choix à faire. Les Néo-démocrates sont d'avis que le changement économique offre de nouvelles occasions afin de bâtir une société canadienne meilleure. Nous croyons que nous pouvons nous doter d'une économie au service des gens et que tout autre objectif économique est insensé.

Nous suivrions une voie totalement différente de celle empruntée aujourd'hui. Les Néo-démocrates défieront le langage et les points de vue défaitistes des autres partis nationaux qui prétendent que nous ne pouvons plus nous permettre la société que nous désirons. Nous lutterons pour une société qui apprécie les gens, non seulement les profits; qui se soucie de ses citoyen-ne-s, non seulement des consommateurs et des consommatrices.

Les Libéraux ont oublié les besoins primordiaux, les droits fondamentaux de chaque Canadien-ne : le droit à l'espoir. L'espoir d'une vie meilleure, pour eux et leurs voisins, pour les gens qu'il et elle n'a jamais rencontré mais qui font partie de la communauté canadienne. Le droit d'espérer un monde meilleur. Le droit de façonner un avenir meilleur pour leurs enfants.

Quelqu'un doit leur redonner espoir. Quelqu'un doit obliger les Libéraux à écouter les Canadien-ne-s. Le NPD le fera. Nous allons brasser Ottawa et réveiller les Libéraux.

L'engagement envers l'éducation, les emplois, les soins de santé, la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement est un engagement que nous prenons l'un envers l'autre en notre

qualité de Canadien-ne. Bâissez cet engagement, consolidez cet engagement et vous bâtissez et consolidez notre pays.

Si c'est ce que vous voulez, posez-vous cette question : qui luttera au sein du prochain Parlement pour ce qui est important pour vous et votre famille? Qui se battra pour vous?

Le NPD Canada.

Joignez-vous à nous. Faites de cette élection l'élection où vous choisissez le genre de Canada dans lequel vous voulez vivre. Un pays d'espoir, d'occasions nouvelles et de justice pour tous et toutes. Votre Canada. Notre Canada.

C'est une vision pour laquelle il faut se battre. Un pays pour lequel il faut se battre. Aidez-nous à gagner cette bataille.

Alexa McDonough
Cheffe, NPD Canada

Table des matières

Introduction

Notre priorité : offrir de bons emplois

Les enfants du Canada méritent
de construire un avenir meilleur

Réduire le fardeau fiscal des familles
de travailleurs et travailleuses

Maintenir l'accessibilité de notre Régime
d'assurance-maladie universel

Consolider la communauté canadienne

Le gouvernement libéral avec sa vaste majorité a oublié ce qui tient à coeur aux Canadien-ne-s -- l'éducation de nos enfants, des emplois nous permettant de faire vivre notre famille et des soins de santé de qualité.

Les Réformistes et les Conservateurs ont poussé les Libéraux sur la mauvaise voie en défendant davantage de privilèges pour les grandes entreprises et les riches. Il est temps de ramener l'équilibre à Ottawa. Il est temps d'élire plus de député-e-s néo-démocrates que jamais pour lutter pour les choses qui vous tiennent à coeur, à vous et à votre famille.

Ce document se veut un cadre pour l'avenir du Canada. Il fait ressortir certaines des initiatives qui seront mises de l'avant par Alexa McDonough et le NPD Canada.

Les Néo-démocrates sont prêt-e-s à lutter pour le genre de Canada où veulent vivre les Canadien-ne-s.

@SECTION

Notre priorité : offrir de bons emplois

@head

Alexa McDonough et le Nouveau parti démocratique du Canada favoriseront les besoins des gens

Un Canadien sur dix est officiellement sans emploi. Dans certaines régions des provinces atlantiques, on peut compter un travailleur sur cinq en chômage. Ces chiffres de Statistique Canada mettent le Parti libéral au banc des accusés chaque mois. Nous vivons actuellement la plus longue période de chômage depuis la grande dépression. Le gouvernement n'a pas su répondre aux attentes les plus pressantes de la majorité des hommes et des femmes du Canada ainsi que celles de leurs enfants.

Tout comme les Conservateurs avant eux, les Libéraux ont coupé dans les services publics et ont déréglementé l'industrie. Ces démarches ont profité à certains mais n'ont pas favorisé les familles canadiennes. Les profits des corporations ont augmenté de 89% depuis 1998. Cependant, les revenus réels d'une famille sont moindres qu'ils étaient au cours des années soixante-dix.

Alexa McDonough et le NPD du Canada vous offrent un choix réel : des politiques favorisant la création d'emplois durables à des salaires raisonnables afin que vous puissiez soutenir vos familles. Nous lutterons pour une nouvelle approche afin de permettre à plus de monde de travailler et de payer des taxes et nous réduirions le déficit de façon plus efficace que les vieilles méthodes de coupures utilisées par les Libéraux, les Conservateurs et les Réformistes. Nous y parviendrions sans menacer les soins de santé des Canadiens et des Canadiennes et l'éducation de nos enfants.

Alexa McDonough et le NPD du Canada lutteront pour une approche nouvelle :

- * Le NPD se fixera des buts pour couper de moitié le taux de chômage au cours du prochain mandat du gouvernement.
- * Le NPD ciblera la création d'emplois avec la même détermination que le gouvernement actuel a démontré pour réduire son déficit.
- * Le NPD s'assurera que la Banque du Canada fera de la création d'emploi sa principale priorité et qu'elle pourra encourager la création d'emplois durables tout en maintenant la stabilité des prix. La banque centrale doit s'adapter aux changements. Elle doit dépasser son unique préoccupation qui se limitait à combattre l'inflation.
- * Le NPD investira dans un programme national visant à protéger l'environnement au Canada. Des milliers d'emplois peuvent être créés en investissant des fonds dans le transport en commun et dans le réseau ferroviaire de banlieue; dans les installations d'approvisionnement en eau et dans le traitement des eaux usées; dans la réduction du volume de déchets recyclables; dans l'amélioration de la consommation d'énergie et d'eau des édifices et des vieux immeubles. Chaque million de dollars investi afin d'améliorer les infrastructures municipales et les systèmes de chauffage résidentiels créent 4 000 emplois.
- * Le NPD assurera la survie des communautés côtières en refusant de laisser un petit nombre de corporations géantes dominer l'industrie de la pêche. L'objectif du gouvernement sera de protéger les petits bateaux et la durabilité de la pêche, pierre angulaire de l'industrie. Les pêcheurs et les personnes qui traitent le poisson doivent jouer un rôle au chapitre de la survie du poisson, de son habitat et de l'industrie de la pêche.
- * Le NPD maximisera les industries à valeur ajoutée fondées sur les secteurs primaires tels le secteur minier, le secteur forestier et le secteur agricole afin de tirer profit des abondantes ressources naturelles canadiennes et augmentera le nombre d'emplois de qualité dans le secteur de la fabrication et de la production à valeur ajoutée.
- * Le NPD investira dans des services communautaires à but non lucratif dont l'objectif est de prodiguer des soins aux enfants et aux personnes âgées. Ces services créent beaucoup d'emplois directs et aident à renforcer l'économie en permettant aux membres des familles qui s'occupaient déjà de ces enfants et des personnes âgées de postuler à des emplois rémunérateurs.
- * Le NPD créera de nouveaux programmes de mise en chantier de coopératives d'habitation . Ceci aura pour effet de redémarrer l'industrie de la construction favorisant ainsi la création d'emplois dans cette industrie.

SIDEBAR\CHARTS:

Note to NOW - Charts left (insert as necessary)

[CHART SUBHEAD = Pertes d'emplois résultant des coupures

Selon Wood Gundy, les coupures effectuées par les Libéraux ont réduit de 1,5% la croissance économique en 1995 et 1996, éliminant 280 000 emplois à plein temps. Les coupures réduiront la croissance en 1997 d'au moins 1% -- 100 000 emplois supplémentaires seront éliminés.

Total des emplois éliminés
Source : Wood Gundy

SIDEBARS

Appelons les choses par leur nom

''Dans une large mesure, nous avons triomphé. Nous avons, à Ottawa, l'un des pires gouvernements conservateurs depuis 1950.''

David Somerville, La Coalition nationale des citoyens, Toronto Star, le 5 avril 1997

NOTE TO NOW CHART 1 TO CHART 8 I THINK YOU ALREADY HAVE.BUT IN CASE HERE THERE ARE

Chart 1

Contributions des corporations au revenu public dans les pays du G-7, 1991

France
Italie
Japon
Allemagne
Etats-Unis
Belgique
Royaume Uni
Canada
Moyenne des G-7

Source : Ministère des Revenus, gouvernement du Canada (1994)

Chart 2

Composition des revenus des personnes âgées - Canada, 1994

Revenu tiré des investissements 13,6%
Revenu tiré d'emplois 7,0%
Pensions (autres que le RPC/RPQ) 18,1%
REER's 3,8%
Autres 1,8%
Transferts gouvernementaux 55,7%

Source : Statistique Canada

Chart 3

Déductions à la source pour les pays du G-7

France
Italie
Allemagne
Japon
Etats-Unis
Royaume Uni
Canada

Source : Ministère des Revenus, gouvernement du Canada (1994)

Chart 4

Chaque année, des milliers de corporations rentables ne paient aucun impôt sur leurs profits s'élevant à des milliards de dollars

14,7 milliards \$
66 008 corporations

15,95 milliards \$
74 799 corporations

17,11 milliards
81 469 corporations

Milliards \$

Source : Statistique Canada

Chart 5

Pertes d'emplois occasionnées par les coupures

Emplois perdus

(projeté)

Source : Wood Gundy

Chart 6

Fluctuation dans le revenu du marché moyen pour les familles avec des enfants, par quintiles 1984-1994

Quintiles les plus pauvres
Quintiles au deuxième rang
Quintiles moyens
Quintiles au quatrième rang
Quintiles les plus riches

Revenu du marché moyen

Dollars 1994 constants

Chart 7

Appui familial comparatif Richesse nationale comparative

Rang du pays
Avantage de base pour enfant
Rang du pays
PIB réel au prorata du nombre

Autriche Etats-Unis
Belgique CANADA
Norvège Japon
Suède Norvège
Pays-Bas Danemark

Japon Belgique
Danemark France
Royaume Uni Autriche
Etats-Unis Allemagne
Allemagne Suède
France Pays-Bas
CANADA Royaume Uni

Chart 8

Pauvreté parmi les familles en âge de travailler, Canada, 1994
Marché pauvre Total pauvre

Pour cent de familles
Nombre de familles

Ecart de pauvreté moyen
Ecart de pauvreté total (milliards)

Les familles en âge de travailler sont celles au sein desquelles le chef de famille et le conjoint (le cas échéant) ont tous deux moins de 65 ans.

Source : Préparé par le Centre de statistique internationale au CCSD en se fondant sur l'Enquête de Statistique Canada sur les microfiches des finances du consommateur, 1995

[SUBHEAD = Qu'en est-il des emplois?
(Source : Statistique Canada)

Le Livre rouge des Libéraux accordait la priorité à la création d'emplois 1

Nombre de Canadiens et de Canadiennes officiellement en chômage
en octobre 1993 1,5 millions

Nombre de Canadiens et de Canadiennes officiellement en chômage
en janvier 1997 1,5 millions

Nombre réel de Canadiens et de Canadiennes en chômage
lorsqu'on tient compte de ceux qui ne cherchent plus d'emplois
2,2 millions

Quota des Canadiennes qui ont un emploi à plein temps,
un emploi permanent et gagnant plus de 30 000 \$ par année
1 sur 5

Quota des Canadiens qui ont un emploi à plein temps,
un emploi permanent et gagnant plus de 30 000 \$ par année
1 sur 5

Pourcentage des 99 000 emplois à temps partiel créés en 1995 100%

Nombre d'emplois perdus par les travailleurs et les travailleuses du
secteur de la santé, de la protection environnementale, de l'éducation
et autres services publics 100 000

Quota des hommes canadiens qui travaillent plus de 50 heures par semaine
1 sur 4

Affaissement du nombre d'emploi rémunéré de mars 1996 à mars 1997
68 000

Hausse de travailleurs et travailleuses à leur compte de mars 1996 à mars 1997
223 700

Nombre de jeunes officiellement au chômage, octobre 1993 409,000

Nombre de jeunes officiellement au chômage, janvier 1997 415,800

Pourcentage des hausses des profits des corporations de 1991 à 1995
89,4%

Hausse des augmentations de salaire de 1991 à 1995 10,5%

Nombre de Canadiens et Canadiennes vivant au-dessous du seuil de la pauvreté
5,2 millions

Profits à la hausse, emplois à la baisse

* Les profits réalisés par General Motors ont augmenté de 36% en 1995; ils ont coupé 2 500 emplois canadiens

* Inco - profits à la hausse de 3,281%, 1 963 emplois coupés

* CP Rail - profits à la hausse de 75%, 1 500 emplois coupés

* Shell Canada - profits à la hausse de 63%, 471 emplois coupés

* Imperial Oil - profits à la hausse de 43%, 452 emplois coupés

[HEAD

Il est temps d'insister; les banques doivent faire leur part.

Elles sont gigantesques. Elles sont puissantes. Elles ramassent plus de profits que toutes les autres corporations canadiennes. Elles sont cajolées et protégées par le gouvernement fédéral.

Les grandes banques servent-elles les Canadiens et les Canadiennes équitablement? Traitent-elles certains mieux que d'autres? Les grandes banques fournissent-elles à la petite entreprise le financement nécessaire à sa croissance lui permettant ainsi de créer des emplois ou se limitent-elles à favoriser les grands intérêts corporatifs?

Les Libéraux ne se posent pas de telles questions.

Les banques canadiennes - l'élite de l'élite corporative- bénéficient de beaucoup plus de privilèges que tout autre secteur de l'économie. Le gouvernement libéral les protège et leur donne des garanties. Il protège les banques de la compétition internationale. Il donne aux banques certaines prérogatives à l'intérieur des marchés des services financiers. Il les protège contre l'insolvabilité.

Les grandes banques, protégées par les gouvernements, ont fait des investissements à très hauts risques dans des aventures financières et immobilières douteuses dans le tiers-monde. Cependant, les banques canadiennes sont beaucoup plus prudentes quand elles doivent accorder des crédits aux Canadiens et aux Canadiennes afin de leur permettre de se lancer en affaire, de s'acheter une maison ou de la rénover. Depuis de nombreuses années, beaucoup de consommateurs et de consommatrices partout au Canada et aussi un grand nombre de petites entreprises

canadiennes se sont plaints du manque de collaboration des grandes banques et de leurs pratiques discriminatoires en matière de prêts bancaires.

Au cours de la dernière décennie, les grandes banques ont augmenté leurs frais de services, un à la fois. Les cinq plus grandes banques au Canada ont fait des profits mirobolants- 6,3 milliards \$ en 1996-. Au même moment où leurs profits atteignaient des sommets, les banques coupaient leurs prêts aux petites entreprises. Les prêts de moins de 100 000 \$ aux PME ne représentent plus que 3% des prêts que les banques canadiennes accordent aux entreprises. Les banques canadiennes ont aussi fermé des douzaines de succursales de voisinage et ont mis à pied des milliers d'employés.

La grande majorité des Canadiens et des Canadiennes déposent leur argent dans des banques. Ces dépôts représentent 95% du capital de base des banques. La part de ce même capital de base provenant des actionnaires ne représente que 5%. Le NPD du Canada a l'intention de s'assurer que les banques canadiennes respectent autant les intérêts de leurs déposants que ceux de leurs actionnaires. Nous croyons que les Canadiens et les Canadiennes ont le droit d'en savoir beaucoup plus sur ce que font les banques de leur argent. Les consommateurs et les dirigeants des PME devraient jouer un rôle majeur dans la surveillance des pratiques bancaires. Cette surveillance sera périodique et publique.

Comment les banques peuvent-elles justifier le crédit qu'elles rapportent sur les taux d'intérêt? Comment les banques répondent-elles aux applications de prêts faites par des femmes? Comment traitent-elles les entrepreneurs? Comment traitent-elles les familles à faible revenu négociant leur premier hypothèque? Quelle a été la conduite passée des banques face aux communautés de fermiers et de pêcheurs, et comment ont-elles traité les minorités culturelles?

Le crédit est un élément majeur dans la création d'emploi. Les banques devraient expliquer si et comment elles ont tenu compte de ces éléments économiques quand elles ont mis en place leurs politiques de prêts.

Les banques canadiennes jouent un rôle important dans la vie économique de notre pays. Cependant, elles doivent servir les intérêts de tous les Canadiens et de toutes les Canadiennes. Elles ne doivent pas se contenter de servir uniquement les intérêts de leurs actionnaires et ceux des grandes entreprises. Elles doivent assumer leurs responsabilités et favoriser la création d'emplois au Canada.

Le gouvernement fédéral a accordé beaucoup de protection, de garanties et de droits aux banques canadiennes. Il est temps de demander beaucoup plus d'imputabilité et de démocratie en retour.

Alexa McDonough et le NPD du Canada disent qu'il est temps de tenir tête aux banques au nom des consommateurs et des dirigeants des PME. Nous lutterons pour :

* Une loi sur le réinvestissement communautaire semblable aux lois déjà en place aux États-Unis qui exigerait des banques qu'elles :

* fournissent de l'information détaillée sur leurs politiques de prêts et procédures

* réinvestissent dans les communautés et la création d'emploi

* répondent aux besoins des communautés qu'elles desservent

* réalisent certains objectifs précis au regard de l'investissement sur le développement économique des communautés

SIDEBAR:

[SUBHEAD = Les banques réalisent des profits sans précédent et licencient des milliers de personnes

[QUOTE = Selon une étude effectuée par Braxton Associates, 35 000 employés des banques perdront leurs emplois et 5 700 succursales bancaires fermeront leurs portes au cours des dix prochaines années.

! Malgré des profits se chiffrant à environ 1 milliard \$ en 1994, la Banque Royale a sabré 4 000 emplois.

! La Banque de Montréal a accru ses profits de 20% en 1995 et licencié 1 428 travailleurs et travailleuses.

! La Banque Toronto Dominion a accru ses profits de 16% en 1995 et a coupé 354 emplois.

[HEAD

Plan d'action afin de supporter la création d'emploi locale

DE PLUS EN PLUS, l'argent investi par les Canadiens et les Canadiennes est contrôlé par quelques grandes corporations. Les grandes banques sont de plus en plus grosses et leurs profits sont de plus extravagants.

Les communautés qui génèrent les épargnes créant les profits se trouvent souvent laissées pour compte. La croissance du secteur bancaire a favorisé la centralisation de ce dernier. De moins en moins d'argent est retourné aux communautés locales.

Alexa McDonough et le NPD du Canada lutteront pour une taxe sur les profits excédentaires des grandes institutions financières. Les profits, 400 millions \$ par année, financeraient une banque nationale d'investissement appuyant des projets communautaires de développement économique par des prêts et des dépôts des compagnies canadiennes. Ces initiatives maintiendraient et créeraient des emplois permanents. La Banque nationale d'investissement serait gérée par l'entreprise, le mouvement syndical, le gouvernement et la communauté.

Les décisions sur le plan de l'investissement seraient coordonnées par des partenaires régionaux - comme les banques de développement des provinces et des territoires, les coopératives de crédit, les caisses populaires et les autorités responsables du développement local - afin d'assurer que les opérations répondent aux besoins de la communauté.

Le NPD du Canada appuiera aussi les activités des corporations de développement économique locales.

SIDEBAR:

[SUBHEAD = Il est temps de lutter

Réduire le rôle du gouvernement et accroître l'accent sur les marchés privés signifie, bien sûr, habiliter davantage ceux qui détiennent le pouvoir au sein du secteur privé et enrichir ceux qui tirent profit de la répartition des ressources à cause des forces du marché.

Ce qui est donc en jeu dans le cadre du débat sur le rôle du gouvernement, est la question de savoir qui détiendra le pouvoir au sein de la société canadienne.

-- Les Canadiens et Canadiennes peuvent encore agir collectivement, Neil Brooks, CCPA The Monitor, mars 1997.

[SUBHEAD = Une voix pour les Canadiens et Canadiennes

"Alexa McDonough (est) une politicienne formidable... Alexa McDonough est la seule véritable alternative aux Libéraux."

-- NDP Poised to Return, Calgary Sun, le 13 octobre 1996

[HEAD

Nous ferons la promotion des droits des travailleurs et travailleuses dans la nouvelle économie

DE PLUS EN PLUS de gens doivent accepter des emplois à temps partiel parce qu'ils ne peuvent trouver un emploi à temps plein.

Au même moment, un grand nombre de gens travaillent de plus en plus longtemps - ils sont occupés beaucoup plus qu'ils ne le veulent et ceci au détriment de leur santé et de celle de leur famille. En août 1996, trois hommes sur quatre et la moitié des femmes travaillaient plus de quarante heures par semaine. 22% d'hommes travaillaient plus de cinquante heures par semaine.

Les programmes fédéraux et les lois ne reconnaissent pas cette réalité. Ils ont été créés, il y a de nombreuses années, en partant du principe que la semaine de quarante heures conviendrait à tout le monde.

Les améliorations négociées par les syndicats et les lieux de travail individuels ont souvent servi de modèles pour la société dans son ensemble. Cela est vrai des améliorations au chapitre des salaires et des conditions de travail et cela est également vrai au chapitre des programmes d'avantages sociaux tels les pensions et l'assurance-santé.

Le monde change d'une façon rendant plus difficile la syndicalisation des travailleurs et des travailleuses. Davantage de travailleurs et travailleuses travaillent dans des endroits qui sont de plus en plus difficiles à syndicaliser et où il est de plus en plus difficile de négocier. Une vaste proportion de la main-d'oeuvre travaille à son compte. Tous ces changements posent des défis pour le mouvement syndical. Mais ils posent également des défis pour la politique publique.

Le Nouveau parti démocratique est d'avis qu'un important objectif de la politique publique consiste à consolider la position des travailleurs et des travailleuses en rendant la représentation syndicale plus accessible et en rendant les syndicats plus efficaces.

Alexa McDonough et le NPD du Canada soutiennent que le gouvernement fédéral doit engager un débat au sujet des nouvelles réalités qui affectent la vie des travailleurs et des travailleuses. Nous devons reconnaître les changements économiques qui sont apparus. De nouveaux programmes doivent être conçus afin de répondre aux nouvelles réalités de la main-d'oeuvre d'aujourd'hui, dont :

- * Éliminer la discrimination contre les travailleurs et travailleuses à temps partiel au chapitre du RPC et de l'A.-C.
- * Exiger des employeurs qu'ils paient les travailleurs et travailleuses à temps partiel l'équivalent des avantages sociaux au prorata des travailleurs et travailleuses à plein temps. Les avantages des employés à plein temps seront versés à ceux travaillant plus de 24 heures.
- * Collaborer avec les entreprises et les syndicats afin de redistribuer le nombre d'heures de travail et la création d'emplois.
- * Reconnaissance du droit des employés à refuser du temps supplémentaire.
- * Assurer que toutes les heures supplémentaires soient sujettes aux prestations de l'assurance-chômage.
- * Assurer que les normes du travail protègent les travailleurs et les travailleuses à contrat ou à domicile.
- * Revoir toutes les lois afin d'éliminer les obstacles à la redistribution du nombre d'heures de travail.
- * Appuyer fortement le droit des travailleurs et travailleuses à se joindre à un syndicat et à négocier de meilleures conditions de travail. Afin de faciliter une négociation efficace, il faut bannir l'utilisation des travailleurs de remplacement.

[Head

Alexa McDonough et le NPD du Canada s'engagent à mettre un frein aux attaques du gouvernement contre les chômeurs et les chômeuses

CE GOUVERNEMENT LIBERAL A coupé l'assurance-chômage plus que tout autre gouvernement canadien. Il a réduit les avantages sociaux. Les critères d'admissibilité sont plus sévères.

La nouvelle assurance-emploi de Jean Chrétien ne bénéficie qu'à moins de la moitié des chômeurs et chômeuses. Dans certaines provinces, moins que le tiers de ceux qui ne trouvent pas d'emploi peuvent bénéficier de l'assurance-emploi. Le gouvernement semble prendre tous les moyens afin d'empêcher les chômeurs et les chômeuses de récolter les bénéfices pour lesquels ils ont payé des cotisations.

Alexa McDonough et le NPD du Canada lutteront pour une nouvelle approche qui traitera, avec respect, les hommes et les femmes qui perdent leur emploi. Nous proposons :

* Un nouveau programme d'assurance-chômage qui vise tous les chômeurs et les chômeuses du Canada avec comme objectif de remplacer le 66 2/3% de la rémunération moyenne perdue et de rétablir des avantages maximum de 50 semaines.

* Une meilleure intégration des programmes provinciaux de formation et du Régime de l'assurance-chômage afin que les bénéficiaires soient encouragé-e-s à se recycler. Une prolongation de la période de prestation lorsqu'il convient de permettre aux bénéficiaires de compléter les programmes de formation et d'éducation.

* Le retrait immédiat des amendements pervers qui coupent les prestations d'assurance-chômage et qui pénalisent les travailleurs et travailleuses occupant un emploi pendant de courtes périodes de temps et les travailleurs saisonniers.

[Head

Il est temps de négocier des ententes commerciales qui bénéficient aux gens et qui ne vont pas à l'encontre de leurs intérêts

LES ENTENTES COMMERCIALES de la dernière décennie ont permis aux grandes corporations d'accroître leurs profits et n'ont pas permis aux travailleurs et aux travailleuses de maintenir les salaires et les bénéfices sociaux qu'ils avaient réussi à obtenir. L'impact de ces ententes se reflètent bien dans les rapports de Statistique Canada : les profits des corporations ont augmenté en flèche pendant que le revenu réel des familles fléchissait.

Des ententes comme l'Accord du libre-échange Canada-États-Unis et l'ALÉNA encouragent les corporations à partir en affaire là où les salaires et les bénéfices sociaux sont les plus bas et où les règles environnementales sont les plus permissives. Accroître la mobilité du capital et des produits facilite l'évasion fiscale par les corporations et les riches. En d'autres mots, ces marchés ont tendance à réduire les salaires des Canadiens et des Canadiennes, à s'attaquer à nos programmes sociaux comme l'Assurance-maladie, à mettre en péril nos lois protégeant notre environnement ainsi que nos normes du travail et les revenus nécessaires pour défrayer ces services publics.

Alexa McDonough et le NPD du Canada affirment que les ententes commerciales devraient profiter à tous les Canadiens et à toutes les Canadiennes et non seulement aux corporations. Ces ententes devraient permettre d'accroître les salaires et d'améliorer les conditions de travail. Elles ne devraient surtout pas les ramener au même niveau que celles existant dans certains pays qui sont nos partenaires commerciaux du tiers-monde.

Nous lutterons pour les accords commerciaux internationaux qui aideront les familles canadiennes par le biais de :

* L'introduction de normes sociales, environnementales et du travail qui seront progressistes et exécutoires dans les ententes commerciales.

* Des mesures plus strictes afin d'empêcher les corporations de profiter d'évasion fiscales. Nous exigerons aussi plus de transparence de la part de grandes corporations dont on ne connaît pas les états financiers. Nous travaillerons avec nos partenaires commerciaux afin de mettre en place des normes internationales sur la taxation des revenus afin de combattre les évasions fiscales des grandes corporations et des super-riches.

* L'introduction d'une taxe internationale afin de contrôler le marché spéculatif sur les monnaies. Au cours des dernières années, de telles spéculations ont miné certaines économies nationales, accroissant les taux d'intérêts de manière significative, mettant à pied un grand nombre de travailleurs et de travailleuses.

[HEAD

Nous devons construire un réseau de transport qui répondra aux besoins des personnes et à ceux d'une nation commerciale

LE CANADA EST UNE nation commerciale. Nous avons besoin d'un réseau de transport efficace qui réponde aux attentes des Canadiens et des Canadiennes. Sans un tel réseau de transport, nous perdrons des marchés. Nous perdrons des avantages permettant de compétitionner à l'intérieur des marchés de demain comme celui de l'Asie du Pacifique ou le lucratif Marché commun européen.

Au lieu d'assurer l'avenir des Canadiens et des Canadiennes, les Libéraux mettent la hache dans notre réseau de transport. Ils privatisent les ports et les aéroports. Ils ont vendu le Canadien National. Ils font la promotion de l'abandon des lignes de chemins de fer. Ils ont compromis le réseau de transport des grains dans les Prairies et ont fait grimper les coûts d'exploitation des fermiers en abolissant l'entente du Nid du corbeau. Les Libéraux ne réussissent ni à contrôler les monopoles du rail ni à les forcer à prendre leurs responsabilités. Ils s'appêtent même à dire au fermier d'acheter la caravane des wagons-trémis - une partie intégrante du réseau de transport qui fait déjà partie du secteur public.

Les Libéraux ne font rien pendant que les compagnies d'aviation sont engagées dans une compétition coûteuse et à contresens en faisant circuler, côte à côte, des avions à moitié vides. Pendant ce temps, les billets montent en flèche pour bon nombre de communautés et les emplois deviennent de plus en plus précaires.

Le gouvernement a aussi abandonné son engagement envers le maintien d'un réseau de transport routier d'envergure nationale.

L'agenda des Libéraux est risquée pour les Canadiens et les Canadiennes. Forcer les exportateurs à utiliser un réseau de transport de plus en plus inefficace et fragmenté fera en sorte qu'il sera de plus en plus difficile pour les compagnies canadiennes ainsi que pour les travailleurs canadiens et les travailleuses canadiennes de compétitionner avec le reste du monde.

Alexa McDonough et le NPD du Canada lutteront pour un réseau de transport efficace, concurrentiel et répondant aux besoins des Canadiens et des Canadiennes :

* Un engagement stable à long terme du gouvernement fédéral afin de maintenir un programme pouvant maintenir un réseau de transport routier d'envergure nationale.

* Des actions efficaces du gouvernement afin de protéger les exportateurs et les producteurs contre les politiques monopolistiques des compagnies ferroviaires. Une série de mesures énergiques incitatives et même punitives afin de forcer les compagnies ferroviaires à assumer leurs responsabilités - en particulier face à l'économie des Prairies qui est basée, en partie, sur la culture du grain. De telles mesures deviennent de plus en plus nécessaires depuis que le gouvernement du Canada a aboli l'entente du Nid du corbeau.

* La fin des privatisations ou de toute forme de dévolution de la part du gouvernement fédéral par rapport aux ports et aux routes maritimes du Canada.

* La mise sur pied d'un partenariat entre les gouvernements, les communautés, les producteurs et le mouvement syndical afin d'exploiter les petites lignes de chemins de fer pour qu'elles soient gérées par des communautés ou par des coopératives de travailleurs et de producteurs. Nous lutterons pour des règlements plus sévères au regard de l'abandon des lignes de chemin de fer afin d'accorder suffisamment de temps pour élaborer des solutions de rechange.

* La propriété publique de la caravane des wagons-trémis ou son acquisition par les producteurs.

* Un engagement de construire un système ferroviaire efficace, compétitif, fiable et à coût abordable, comme le réclamait, l'an dernier, la Coalition des fermiers pour le maintien du train.

* Des règlements au chapitre du transport par air qui éliminent la duplication inutile de vols et augmentant les tarifs plus vite que le taux d'inflation et la perte de services aériens aux communautés éloignées.

* Un réseau ferroviaire canadien revitalisé et durable.

[HEAD

Alexa McDonough et le NPD du Canada veulent promouvoir de nouveaux investissements favorisant les idées canadiennes

LA PERFORMANCE DU CANADA au niveau de la recherche et du développement est embarrassante. Les Libéraux ont accordé les abris fiscaux les plus généreux de la planète, aux corporations, afin de leur permettre de faire de la recherche et du développement. Malgré cela, la part que le Canada consacre à la recherche et au développement, à partir de son produit national brut, est loin derrière le pourcentage que consacrent un grand nombre de pays ayant le même niveau de vie que le Canada.

Alexa McDonough et le NPD du Canada sont très conscients que l'innovation, la recherche et le développement sont la clé du développement durable dans l'économie d'aujourd'hui.

Nous proposerons des mesures afin de recentrer les programmes de recherche et de développement :

* Orienter le gouvernement fédéral vers des investissements en recherche et en technologie qui amélioreront l'environnement ainsi que la vie des Canadiens et des Canadiennes. Nous créerons des emplois par l'intermédiaire de conseils de recherches indépendants (incluant le Conseil national de recherche) et par l'octroi de subventions aux universités et aux instituts technologiques.

* Créer un lien entre les chercheurs financés par le gouvernement fédéral et les besoins en innovation des entreprises canadiennes.

* Cesser les coupures aux conseils de recherches indépendants.

[HEAD =

Le Canada a besoin de fortes communautés agricoles construites sur des assises, permettant aux consommateurs d'avoir accès à de bons produits agricoles et aux agriculteurs d'obtenir des prix justes pour leurs produits.

LES FERMES FAMILIALES CANADIENNES, les vergers et les ranchs sont autant un mode de vie qu'elles sont une partie importante de notre économie. Les Canadiens et les Canadiennes dépendent d'eux afin de se procurer une bonne partie de leur nourriture. Les producteurs agricoles doivent recevoir un revenu convenable en retour.

Les Libéraux ont fait beaucoup de promesses au monde agricole. Ils ont peu tenu leurs promesses. Ils ont promis d'investir dans la recherche et le développement agricole et ont coupé les investissements existants de 16%. Ils ont promis de maintenir les conseils de mise en marché et ont ensuite compromis leur existence au cours des négociations internationales sur le commerce. Ils ont promis de renforcer le Conseil de révision de l'endettement agricole afin d'aider les fermiers à mieux gérer leurs dettes puis ont ensuite aboli le Conseil en question.

Alexa McDonough et le NPD du Canada affirment que ceux qui vivent de l'agriculture méritent mieux que le traitement qu'ils ont reçu des Libéraux.

L'industrie agricole est l'une des plus grandes exportatrices des produits canadiens. Elle est au centre des projets les plus emballants du pays, au niveau de la recherche et du développement. Elle est un marché clé pour nos manufacturiers les plus compétitifs. Elle est la source de dizaines de milliers d'emplois à valeur ajoutée et a le potentiel d'en créer beaucoup d'autres.

Les communautés agricoles méritent une stratégie nationale claire et cohérente afin d'offrir aux producteurs agricoles une plus grande sécurité. Il faut bâtir le futur en augmentant les exportations, en investissant dans de meilleurs produits et dans un développement à valeur ajoutée.

Alexa McDonough et le NPD du Canada aideront à construire un système agricole basé sur le développement durable. Nous voulons donner aux agriculteurs un contrôle sur leurs produits, une fois qu'ils auront quitté la ferme et leur permettre ainsi de vivre de leurs produits agricoles. Nous appuierons des politiques nationales qui encourageront le maintien de communautés rurales vibrantes. Nous supporterons aussi un engagement national permettant aux consommateurs d'avoir accès à de la nourriture saine.

Notre engagement formel envers les producteurs agricoles du Canada comprend :

- * Un financement stable et significatif pour la recherche et le développement dans le domaine agricole.
- * Un appui au développement économique créant de la valeur ajoutée sur les fermes et dans les communautés rurales.
- * Un plan d'action afin de construire un réseau de transport moderne qui sera efficace, compétitif, abordable et fiable.
- * Un système national d'inspection et de classement des aliments qui sera un organisme public cohérent, sans ticket modérateur insensé et auto-destructeur.
- * Une révision des coûts de la ferme en conformité avec la loi fédérale des investigations visant à prendre des mesures sérieuses par rapport aux prix exorbitants fixés par des monopoles.
- * Un appui aux coopératives rurales, aux coopératives de crédit, aux caisses populaires et à tous les autres moyens permettant un développement économique communautaire.
- * Une Commission canadienne du blé moderne, responsable et imputable.
- * Un appui au principe du marketing à guichet unique.

[HEAD Il nous faut mettre un terme à la menace envers la pêche et les communautés côtières canadiennes.

Depuis des générations, des hommes et des femmes vivent dans des communautés côtières et vivent de la mer. Sur la côte atlantique et sur la côte pacifique, des dizaines de milliers de familles dépendent de la pêche et du traitement du poisson pour gagner leur vie. Au fil des ans, elles ont fait face à des tempêtes mortelles, à l'incursion de flottes de pêches étrangères et de gens ne comprenant rien à leur mode de vie.

Aujourd'hui, plane une menace encore plus dangereuse : le gouvernement fédéral.

Là comme ailleurs, le gouvernement fédéral a placé les intérêts des grandes entreprises avant ceux des gens. Le gouvernement encourage la domination corporatrice de la pêche atlantique par le biais de nouvelles flottes massives menant inévitablement à l'épuisement des principaux stocks de poisson et l'effondrement de la pêche en zones réservées.

Des politiques fédérales semblables ont déjà éliminé 3 000 emplois sur la Côte ouest. Mille autres emplois dans le secteur de la pêche de la Colombie-Britannique sont en jeu.

Le Plan Mifflin au regard de l'empilement de permis sur la côte ouest constitue une autre menace injuste pour les communautés côtières et autochtones ainsi que les opérateurs indépendants à qui on signifie qu'ils devront payer encore plus pour obtenir encore moins. Il s'agit là d'une attaque contre ceux qui sont le mieux placés pour maintenir des emplois durables dans le cadre d'une pêche saine et progressive.

L'industrie de la pêche atlantique et ses emplois sont menacés par les projets du gouvernement fédéral visant à imposer des Quotas individuellement transférables plutôt que de collaborer avec les pêcheurs, leurs syndicats ou organismes, et les communautés à l'élaboration d'une politique reflétant une pêche durable.

Alexa McDonough et le NPD du Canada savent fort bien que la survie et la durabilité des communautés côtières et des emplois dont elles dépendent doivent être l'objectif premier de la politique fédérale en matière de pêches. Cela est fondamental.

Pour réaliser cet objectif, il faut véritablement partager le contrôle de la pêche avec les communautés côtières... avec ceux qui pêchent et traitent le poisson.

Nous avons déjà fait beaucoup de progrès. Alexa McDonough et le NPD lutteront pour :

- * Obliger Ottawa à régler la question de l'allocation sur la côte ouest en faisant participer le gouvernement de la Colombie-Britannique à la prise de décision.

- * Obliger Ottawa à mettre sur pied un conseil de conservation de la côte ouest.

Nous continuerons de lutter. Au prochain Parlement, Alexa McDonough et le NPD lutteront pour :

- * La mise en oeuvre exhaustive d'autres étapes positives pour la pêche de la côte ouest dont un dossier public des permis, des politiques d'allocation équitable du saumon et un engagement solide permettant aux opérateurs indépendants de la côte et aux communautés autochtones d'accéder également aux ressources.

- * Une rédaction complète de la loi proposée sur les pêches, le projet de loi C-42, afin de s'assurer qu'elle encourage véritablement la survie et la prospérité des opérateurs de petits bateaux et des communautés côtières.

- * Développer une co-gestion communautaire afin de diminuer le contrôle et la manipulation fédéral, dictatorial, du fédéral au regard de cette industrie essentielle et d'assurer un partage équitable de l'accès, des avantages et de la prise de décision dans chaque aspect de la pêche, dont l'engagement de coopérer avec les travailleurs et travailleuses du secteur de la pêche et leurs syndicats ou organismes les représentant .

- * Rétablir la dernière année de la Stratégie atlantique en matière de zones réservées afin que les avantages sociaux des travailleurs et travailleuses déplacés se poursuivent jusqu'en mai 1999 comme l'avaient promis les Libéraux et s'assurer que les bénéficiaires de cette stratégie continuent d'être considérés comme faisant partie de la main-d'oeuvre aux fins de l'assurance-chômage.

[SECTION =

Les enfants du Canada méritent de construire un avenir meilleur

[HEAD

Nous devons donner à nos enfants une base solide

C'EST UNE HONTE NATIONALE. Le Canada est l'une des nations les plus riches de la terre. Cependant, nous avons trop d'enfants et de familles qui sont prisonniers de la pauvreté. Selon le Conseil canadien sur le bien-être, le nombre de Canadiens et de Canadiennes vivant dans la pauvreté dépasse 5,1 millions. Plus de 57% des mères célibataires et 83% des mères célibataires au-dessous de 25 ans sont pauvres.

A un moment donné, les Libéraux ont parlé de s'attaquer à la pauvreté infantile en instituant un programme de garderie. Ceci aurait permis aux parents d'avoir accès à des emplois à temps plein et de faire vivre leurs familles. Ils ont fait l'opposé. Au cours de trois budgets successifs, les Libéraux ont assommé les familles pauvres. En lançant la serviette par rapport à la création d'emplois, en détruisant l'assurance-chômage, et en coupant dans l'assistance sociale, ils ont précipité un demi million d'enfants ainsi que leur familles dans la pauvreté.

Ils ont aussi brisé leur promesse de créer un programme d'aide à l'enfance et ont coupé les fonds destinés aux programmes provinciaux d'aide à l'enfance.

Le Canada réclame un nouvel engagement afin de préparer un meilleur avenir pour les enfants et leurs familles. En 1989, le parlement a voté unanimement une motion présentée par l'ancien chef du NPD, Ed Broadbent. Le but de

cette motion était d'éliminer la pauvreté infantile, d'ici l'an 2000. Cependant, la pauvreté infantile a augmenté depuis de 49%. Un enfant canadien sur cinq vit dans la pauvreté.

Alexa McDonough et le NPD du Canada affirment que tous les enfants méritent une chance de prouver ce qu'ils peuvent faire.

Nous lutterons pour un programme national dont le but sera d'éliminer la pauvreté infantile au Canada d'ici dix ans. Notre proposition permettra de sortir 500 000 enfants de la pauvreté dès l'an 2000 et de réduire de moitié le pourcentage d'enfants pauvres d'ici six ans.

En collaboration avec les gouvernements des provinces et des territoires, le gouvernement fédéral devrait :

- * Cesser toutes coupures fédérales à l'assistance sociale, rétablissant cette année des coupures de 650 millions \$.

- * Établir des normes nationales afin d'assurer qu'aucun Canadien ou qu'aucune Canadienne n'ait faim ou n'ait pas de toit parce que son revenu ne lui permet plus de survivre.

- * Établir des cibles annuelles afin de réduire la pauvreté chez les enfants, afin que d'ici l'an 2000, le Canada diminue de moitié le nombre d'enfants pauvres. Nous remettrons le Canada sur la bonne voie afin d'éliminer la pauvreté chez les enfants d'ici dix ans.

Nous y parviendrons en établissant un programme à plusieurs facettes dont des avantages intégrés pour enfants, de nouveaux espaces de garderie et d'éducation pour enfant en bas âge et un effort maintenu visant à réduire le chômage.

- * Créer un programme national de garderie et d'éducation pour enfant en bas âge qui créerait 150 000 nouvelles places abordables et de qualité d'ici l'an 2000.

- * Appuyer un programme de recyclage dans l'entreprise pour les bénéficiaires d'aide sociale aptes au travail.

CHARTS/ SIDEBARS:

[SUBHEAD =

Le marché du travail précaire favorise la croissance de la pauvreté

Au cours des années soixante et soixante-dix, un certain progrès a été constaté dans la lutte contre la pauvreté. Tout s'est arrêté en 1975. La pauvreté n'a pas reculé depuis vingt ans. En fait, la population à faible revenu est plus importante en 1995 (17,8% de tous les Canadiens et des Canadiennes) comparativement à 14,2% en 1975.

L'économie des années quatre-vingt-dix, crée une abondance d'emplois non conventionnels, instables et à temps partiel, qui paient de bas salaires et offrent peu ou aucun bénéfices marginaux. Même si pour la majorité des couples, les deux époux travaillent, un grand nombre de familles ne sont qu'à un chèque de paie de la pauvreté.

Les statistiques officielles sous-estiment le problème du chômage. En 1995, le taux de chômage réel, en incluant les gens qui ont cessé de chercher un emploi de manière active et les travailleurs à temps partiel qui se cherchent un travail à temps plein, se chiffrait à 15,2% soit 60% de plus que le taux officiel de 9,5%.

L'Institut Caledon, décembre 1996.

[Chart Subhead

La pauvreté chez les familles ayant l'âge de travailler, Canada 1994

Si les revenus provenant du marché du travail étaient uniquement considérés, plus de 1,5 millions de familles canadiennes seraient considérées comme pauvres. Une fois que l'on a tenu compte des transferts gouvernementaux, un million de familles sont considérées comme pauvres.

[Chart/subhead

Comparaison de l'aide aux familles et la richesse nationale.

Le Canada est le deuxième pays au monde en terme de richesse nationale. Cependant, il est l'un des moins généreux en terme d'aide aux familles.

[Chart/subhead

Le changement du revenu moyen des familles avec enfants par quintiles, de 1984 à 1994

[Quote Subhead

L'écart des revenus se creuse

En 1984, les familles, avec enfants, et qui faisaient partie du quintile le plus riche avaient des revenus 12 fois plus élevés que les familles qui faisaient partie du quintile le plus pauvre. En 1994, les familles les plus riches, avec enfants, avaient des revenus de 24 fois supérieurs à ceux des familles les plus pauvres, avec enfants.

Le progrès des enfants du Canada, 1996, le Conseil canadien du développement social.

[HEAD

Donner aux jeunes gens la possibilité d'avoir une bonne éducation, de construire une carrière ou de se lancer en affaire

POUR LES JEUNES HOMMES ET LES JEUNES FEMMES d'aujourd'hui, il est pratiquement impossible de trouver de l'emploi. Le taux de chômage pour les jeunes est le double de celui des travailleurs et des travailleuses de plus de 25 ans. Le taux de chômage pour tous les jeunes Canadiens et les jeunes Canadiennes est de 17% et monte jusqu'à 23% pour ceux et celles qui n'ont pas un diplôme post-secondaire. La grande majorité des emplois offerts promettent de bas salaires et un futur peu prometteur.

Les jeunes gens comprennent que l'éducation et la formation professionnelle sont un gage de réussite dans une économie moderne. Plusieurs poursuivent des études supérieures ou se perfectionnent dans une formation spécialisée. Mais, beaucoup d'autres ont été empêchés de poursuivre leurs études à cause de l'augmentation des frais de scolarité ou des programmes de prêts-bourses restrictifs.

Les Libéraux ont forcé l'augmentation des frais de scolarité dans les collèges et dans les universités, coupé les fonds alloués à la formation et sont en train de confier, à l'aveuglette, la formation professionnelle aux provinces. Les gestes des Libéraux ont favorisé la création d'institutions élitistes coûtant un prix fou, excluant ainsi la majorité des étudiants. Par exemple, les inscriptions ont baissé de 11% quand l'Université Acadia a décidé d'augmenter ses frais de scolarité. Il faut souligner que cette université a les plus hauts frais de scolarité au Canada.

Contrairement aux gestes des Libéraux, qui bloquent l'avenir des jeunes, de nouvelles initiatives, proposées par Alexa McDonough et le NPD du Canada ouvriront les portes de l'éducation, de la formation professionnelle et offriront aux jeunes de nouvelles possibilités. Ces initiatives sont les suivantes :

* La mise au rancard des coupures de 550 millions \$ du gouvernement fédéral finançant les CÉGEPs et les universités.

* Faire de l'accessibilité une nouvelle norme nationale au niveau de l'éducation supérieure. Un financement fédéral complet sera accordé à toutes les provinces assurant que les frais de scolarité de leurs universités n'excluront plus les étudiants et les étudiantes les moins bien nanti-e-s.

* Un programme d'aide qui permettra aux étudiants et aux étudiantes qui se sont qualifié-e-s d'avoir accès à des études post-secondaires sans s'endetter pendant des années suivant leur graduation.

* Le financement d'initiatives présentes et futures qui impliquent le mouvement syndical ainsi que le milieu patronal dans l'organisation de programmes de formation.

* Des investissements en capital et en fonds de recherche afin de permettre la restauration et le rajeunissement de nos aménagements post-secondaires.

* Un soutien aux programmes de transferts technologiques dans les instituts de recherche post-secondaires. De tels programmes permettront de créer des bénéfices économiques à partir des activités de recherches au Canada et offriront des possibilités d'emplois pour les jeunes gradué-e-s.

* Un soutien aux entreprises de recherche sur la communauté afin de permettre aux communautés d'en tirer des bénéfices économiques et aux étudiants d'avoir accès à des emplois à partir de leurs recherches post-secondaires.

[section

Réduire le fardeau fiscal des familles de travailleurs et travailleuses

[HEAD =

La TPS des Conservateurs et l'harmonisation des Libéraux ont infligé un fardeau fiscal injuste aux familles et aux consommateurs.

LES GENS qui ont besoin d'une pause et d'un véritable dégrèvement fiscal sont les travailleurs et les travailleuses qui ont tenté de rejoindre les deux bouts pendant que leur salaires réels diminuaient.

Les Libéraux, les Conservateurs et les Réformistes ont endossé l'harmonisation de la TPS et l'un des plus régressifs transferts fiscaux de l'ordre de 6 milliards de \$ des corporations vers les familles et les consommateurs. Alexa McDonough et le NPD du Canada sont les seuls à prendre position et à défendre vos intérêts et ceux de votre famille.

En 1993, Jean Chrétien affirmait que la TPS disparaîtrait à l'intérieur de deux ans. Il a brisé sa promesse. Les corporations doivent s'acquitter des autres taxes de vente mais pas de la TPS. Cela représente un transfert fiscal énorme des corporations aux individus.

Maintenant, les Libéraux nous parlent d'harmonisation. Ils veulent fusionner la TPS avec les taxes provinciales des provinces. Cette mauvaise idée provient des Conservateurs. Récemment, au mois de mars 1997, les sénateurs conservateurs qui étudiaient l'harmonisation ont tous voté afin de l'appuyer. Les Réformistes publiaient un rapport en 1994 louant les Libéraux d'avoir adopté les objectifs de l'harmonisation. Les Réformistes insistèrent pour que la TPS soit collectée sur la nourriture, les médicaments et les frais d'hébergement des maison de placement.

L'harmonisation veut dire une augmentation des taxes pour les besoins courants comme le chauffage, la gazoline, le téléphone, les vêtements d'enfants et les fournitures scolaires. Les taxes sur les produits de luxe et l'achat d'articles dispendieux ont été réduites. En un mot, la classe moyenne paiera beaucoup plus tandis que les grosses corporations paieront beaucoup moins. Dans les provinces maritimes, les familles souffrent déjà de cette politique.

Alexa McDonough et le NPD du Canada se battent contre cet important transfert de taxes vers les individus. La TPS a déjà causé assez de problèmes. Il ne faut pas en rajouter.

Nous allons travailler afin d'éliminer progressivement cette taxe injuste. Nos premiers gestes seraient de :

* Renverser la décision d'harmoniser la TPS et les taxes de ventes provinciales dans les provinces maritimes.

* Cesser les négociations sur l'harmonisation dans les autres parties du Canada.

* Retirer immédiatement la TPS des livres, des magasins et des besoins essentiels des familles comme les vêtements des enfants.

* Eliminer progressivement la TPS dans le contexte d'une réforme fiscale exhaustive.

Sidbars/ Quotes

"Je suis opposé à la TPS. J'y ai toujours été opposé et j'y serai toujours opposé. Cette taxe est régressive et discriminatoire".

Jean Chrétien, le Globe and Mail, le 29 octobre 1996.

"J'abolirais la TPS. La Taxe de vente des fabricants (qu'a remplacé la TPS) était une mauvaise taxe, mais on ne peut excuser l'annulation d'une mauvaise taxe en en imposant une autre tout aussi mauvaise".

Paul Martin, le 4 avril 1990.

"Nous la détestions et nous l'abolirons"

Jean Chrétien, le 2 mai 1994

"Nous tenons les promesses que nous avons faites dans le Livr rouge."

Jean Chrétien, le 24 avril 1996

"Alexa McDonough, la cheffe du Nouveau parti démocratique, a été la seule à présenter un plan crédible, étape par étape, afin d'éliminer graduellement la TPS en la remplaçant lentement par des taxes plus élevées pour les corporations et sur la richesse".

Rosemary Speirs, le Toronto Star, le 17 décembre 1996.

[head =

Alexa McDonough et le NPD du Canada se batront afin que vous puissiez jouir d'un régime fiscal équitable et que les compagnies ainsi que les gens les plus aisés cessent d'avoir des congés fiscaux.

LES FAMILLES DE TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES paient leur bonne part de taxe. Ceci est d'autant plus enrageant que certaines personnes très aisées ne paient aucune taxe. En 1994, au cours de la première année du gouvernement libéral, 3 500 Canadiens et Canadiennes gagnant plus de 100 000 \$ par année n'ont pas payé un sou de taxe. Cela représente deux fois plus de personnes que sous Mulroney.

Alexa McDonough et le NPD du Canada se batront afin de mettre fin aux privilèges fiscaux des corporations et des gens aisés. Les hommes et les femmes ordinaires ainsi que leurs familles ont fait plus que leur part et depuis trop longtemps.

D'autres partis ont proposé des changements fiscaux afin de permettre aux gens aisés d'obtenir des allègements fiscaux encore plus intéressants. Quand on y regarde de plus près, ces partis politiques rendraient le régime fiscal encore plus injuste. Les Néo-démocrates dévoileront et combattront leurs stratégies.

Il n'y a que trois nations industrialisées importantes qui ne taxent pas les grandes accumulations et les transferts d'argent. Le Canada est l'une de ces trois nations. Même les États-Unis taxent les grands transferts de richesse entre les générations.

La firme comptable Peat Marwick estime que plus de 1 000 milliards de dollars seront transférés entre les générations au cours des vingt prochaines années. Si le Canada imposait la même taxe que les États-Unis et la limitait aux transferts de plus de 1 000 000 \$, il pourrait amasser au moins 4,5 milliards \$ par année ce qui lui permettrait de soutenir les services à la population.

De plus, les échappatoires fiscales de Chrétien et de Mulroney sont extrêmement généreux selon les normes internationales. C'est l'opinion du Fonds monétaire international. C'est pourquoi autant de corporations ramassant d'immenses profits, ne paient pas de taxes.

L'idée des Libéraux consiste à laisser les corporations et les riches conserver leurs avantages fiscaux pendant que le reste de la population ne cesse de payer plus.

Le Parti réformiste propose un grand nombre de mesures afin de mieux compenser les riches et cela à vos frais. Ils veulent supprimer l'impôt sur les gains de capitaux et abaisser le taux d'imposition des contribuables canadiens, les mieux nantis. Ils se serviront à vos dépens en éliminant les contributions fédérales au titre de l'enseignement post-secondaire et en réduisant de façon draconienne les programmes orientés vers les personnes incluant les prestations versées aux personnes âgées.

Alexa McDonough et le NPD du Canada sont les seuls à proposer des alternatives dont vous serez les premiers bénéficiaires :

* Voir à ce que chacun paie sa juste part afin que nous puissions nous payer des soins de santé et d'éducation ainsi que d'autres services publics essentiels. Nous éliminerons les échappatoires fiscales.

* Aucune déduction au regard des impôts sur les sociétés pour quelque salaire ou autre que ce soit supérieur à 200 000 \$ par année; les propriétaires d'entreprises ne toucheront ainsi aucune subvention fiscale lorsqu'ils versent ces revenus gonflés.

* Éliminer l'exemption fiscale spéciale pour les frais de représentation, afin que les propriétaires d'entreprises et les détenteurs d'enjeux paient pour tenter d'influencer le gouvernement et pour favoriser leurs intérêts.

* Hausser de 30% le crédit d'impôt de la TPS pour les particuliers.

* Rendre le régime fiscal plus progressiste en rajoutant une nouvelle fourchette d'imposition pour les contribuables ayant des revenus supérieurs à 100 000 \$ par année.

* Éliminer les surtaxes fédérales imposées aux contribuables à faibles revenus.

* Faire une révision en profondeur des coûts et avantages des subventions fiscales accordées aux entreprises et éliminer celles qui ne profitent pas aux Canadiens et aux Canadiennes.

* Porter les taux d'imposition des sociétés à des niveaux comparables à ceux d'autres pays industrialisés et que soit établi un véritable impôt minimum sur le revenu des sociétés.

* Établir des taux d'imposition comparables à ceux des pays avec qui nous détenons des traités fiscaux.

* S'assurer que les grandes banques et autres institutions financières rentables paient leur juste part d'impôts.

* Annuler le traitement fiscal spécial accordé aux gains en capital provenant des fiducies familiales mises sur pied par les familles les plus riches de la nation.

* À l'instar d'autres pays industrialisés, introduire une taxe des millionnaires sur les transferts de fortune de plus de 1 000 000 \$ entre les générations. Cette taxe ne s'appliquerait que sur la valeur du transfert surpassant 1 million \$. Le prélèvement de la taxe sur les transferts de fermes en exploitation au sein d'une même famille sera reporté tant et aussi longtemps que la ferme sera exploitée par la famille.

* Remplacer le crédit d'impôt sur les dividendes par un système semblable à ce qui existe aux États-Unis qui permet d'intégrer l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés pour les petites entreprises.

* Imposer les revenus provenant des gains de capitaux au même taux que les revenus d'emplois. S'assurer que les exemptions actuelles des gains en capital sont disponibles aux petites entreprises légitimes et aux fermes familiales.

Chart and Sidebars

[Chart SubHead

Les individus qui ne paient de taxes par classe de revenus.

Classe de revenu	1993	1994		
90 000 - 100 000 \$			440	2,110
100 000 - 150 000 \$	1,330		2,650	
150 000 - 250 000 \$		350		580
250 000- +	250	290		
Total	2 370	5 630		

Sources : Les statistiques sur les impôts des individus 1993 et 1994. Revenu Canada, 1995 et 1996.

[Chart Subhead =

81 462 corporations ayant fait des profits ne paient pas de taxes.

Sous le gouvernement libéral, plus de 17 milliards \$ de profits corporatifs n'ont pas été taxés en 1994, plus que la moyenne de 15 milliards \$ au cours des 12 ans entre 1980 et 1992 et dépassant par plus d'un milliard \$ les profits non taxés de 1993. Le nombre des corporations ayant réalisé des profits et n'ayant pas payé d'impôt a continué à augmenter sous les Libéraux en passant de 66,008 en 1992 à 74,799 en 1993 et 81,462 en 1994.

[chart subhead =

Des milliers de corporations faisant des profits importants ne paient pas d'impôts sur des profits atteignant des milliards chaque année

Milliards de \$ (replace billions by millions)

Source : Statistique Canada

En 1994 :

* 80% des 17,1 milliards \$ des profits non taxés ont été empochés par des corporations qui ont réalisé plus d'un milliard \$ de profit.

* 45% des profits non taxés ont été empochés par des corporations qui on fait réalisé plus de 25 millions \$ de profits

* Le secteur financier, qui comprend les banques et les trusts avait réussi à ne payer que le tiers de l'ensemble des impôts sur les profits non taxés.

'HEAD=

Les Canadiens et les Canadiennes méritent une approche plus responsable dans l'élimination du déficit que l'approche libérale qui fait porter le fardeau fiscal par les familles de travailleurs et travailleuses

LA PLUPART DES CANADIENS ET DES CANADIENNES sont d'avis qu'il faille remettre les finances publiques du Canada sur la bonne voie. Nous devons réduire le déficit et la dette. Le litige est de savoir comment le faire, à quelle vitesse doit-on le faire et qui devrait en payer le coût?

Le gouvernement actuel a fait les mauvais choix à tous les niveaux. Il a réduit le déficit en coupant dans la santé et dans l'éducation. Les coûts sociaux engendrés par les pertes d'emplois sont incalculables. Le fardeau du programme libéral de réduction du déficit est porté par ceux et celles qui peuvent le moins se le permettre.

Alexa McDonough et le NPD du Canada lutteront pour une approche meilleure et équilibrée envers le déficit et la réduction de la dette.

Le déficit du gouvernement fédéral est moins de 15 milliards \$. En vertu de notre plan, le gouvernement fédéral éliminerait le déficit d'ici trois ans par le biais d'une approche équilibrée :

- * Élaborer des politiques qui remettent les Canadiens au travail et mettre en oeuvre des services publics modernes, efficaces, et sensibles. Davantage d'emplois -- appuyés par des services publics forts, qui créent eux-mêmes des emplois -- signifie davantage de contribuables et davantage de revenus afin de réduire le déficit.

- * S'assurer que les riches et les sociétés rentables contribuent à la réduction du déficit en payant leur juste part d'impôt.

- * Contrôler les coûts de la dette en maintenant des taux d'intérêts peut élevé; et

- * Contrôler les dépenses gouvernementales en modernisant la fédération -- en éliminant le dédoublement et les dispositions complexes entre gouvernement.

Une fois le budget fédéral équilibré, nous favoriserons une approche équilibrée à la gérance des excédents futurs. Au fur et à mesure que nous le permettront les finances, nous investirons les excédents selon l'ordre prioritaire suivant :

- * Un investissement continu dans les emplois et les gens;

- * Alléger le fardeau fiscal des familles de travailleurs ordinaires -- en éliminant progressivement la TPS dans le contexte d'une réforme fiscale exhaustive;

- * Réduire la part de la dette publique en visant l'objectif de 60% du PIB.

Les Néo-démocrates favorisent aussi un examen en profondeur de la façon dont les gouvernements allègent le fardeau de la dette publique. La Réserve fédérale des États-Unis assume directement une petite, quoique significative, portion de la dette fédérale américaine.

'head =

Les décisions du gouvernement libéral éliminent de bons emplois pour les femmes et les jettent dans la pauvreté

LES FEMMES CANADIENNES sont reléguées vers des emplois marginaux. L'impact de cette perte massive d'emplois dans l'industrie, les bureaux, les hôpitaux, les garderies et dans le système d'éducation retombe largement sur les femmes.

Une étude récente de l'OCDE (l'Organisation de coopération économique et de développement) révèle que plus de 34% des femmes au Canada sont sous-payées. Nous sommes au deuxième rang des pays industrialisés. Seul le Japon, à 37,2 %, est pire que nous. Les Canadiennes sont payées quatre fois moins cher qu'en Finlande ou en Suède, où l'égalité sociale est depuis longtemps un objectif national.

Les emplois à temps plein pour les femmes sont en train de disparaître. Les femmes du secteur de la vente au détail ressentent les pressions alors qu'elles ne travaillent pas assez d'heures pour nourrir leur famille.

En 1996, tous les nouveaux emplois pour les femmes étaient des emplois à temps partiel. Un tiers des femmes travaillant à temps partiel, veulent occuper un poste à temps plein. A cause de la pénurie de travail à temps plein, de plus en plus de femmes occupent plusieurs emplois à temps partiel. Elles prennent des contrats, font du travail ménager ou s'adonnent au télé-marketing. Un grand nombre de femmes sont à leur compte et ne jouissent pas des normes minimales de travail ou de bénéfices marginaux. L'avenir de ces femmes est incertain.

L'écart entre les femmes et les hommes s'élargit depuis la portée au pouvoir des Libéraux mais le gouvernement fédéral n'honorera même pas une entente de sept ans au regard de l'équité salariale qu'il doit aux 80 000 femmes fonctionnaires.

Les femmes continuent de faire plus que leur part au niveau du travail ménager, des soins auprès des enfants et des personnes âgées. Les femmes ont toujours eu à payer un certain prix quand elles voulaient quitter le monde du travail, pendant un certain temps. Maintenant, elles risquent de vieillir dans la pauvreté.

Les libéraux coupent dans les pensions de vieillesse. Après 2001, les femmes âgées n'auront plus le droit à une pension en leur nom. Couper les pensions touchent particulièrement les travailleurs saisonnières et à temps partiel, dont 70% sont des femmes. Les congés de maternité et les prestations au survivant sont également touchés.

Au regard des emplois, des garderies et de la destruction des services sociaux, les Libéraux ne font que poursuivre ce que les Conservateurs ont commencé.

Alexa McDonough et les Néo-démocrates du Canada sont très conscients que le travail des femmes, qu'il soit payé ou non est vital pour notre économie et pour le développement de notre société. Notre lutte au regard des emplois, de l'éducation et de la santé est particulièrement avantageux pour les femmes.

Le NPD est prêt à se mobiliser afin de défendre le droit des femmes à l'égalité :

* 150 000 espaces de garderie et d'éducation des enfants en bas âge nouveaux. Investir dans nos enfants, c'est investir dans l'avenir. Ces espaces aideront les mères qu'elles travaillent à la maison ou à l'extérieur et donneront un bon départ aux enfants.

* L'équité dans l'emploi. Des barrières systémiques à l'emploi continuent d'exclure certains groupes dont les femmes. La situation économique actuelle oblige les hommes à postuler à des emplois traditionnellement occupés par des femmes. Les membres du NPD continueront à réclamer de nouvelles mesures d'équité afin d'assurer un meilleur accès à des cours de formation et à des emplois de qualité pour les femmes et les minorités.

* L'équité salariale. Les Néo-démocrates se battent afin de s'assurer que le gouvernement paie les femmes à travail égal, salaire égal. Ils travailleront afin que les Communes adoptent une législation prônant l'équité salariale au niveau fédéral.

* Un secteur public fort. Les meilleurs emplois qui ont été offerts aux femmes se trouvent dans des secteurs chéris tels les soins de santé, les bibliothèques, l'éducation, les soins aux enfants et aux personnes âgées et les services d'immigration.

SIDEBAR INFO

@A la Remero House, le nombre de repas est passé de 2 500 à 7 500 par mois. Certains adolescents amènent leurs plus jeunes frères et leurs plus jeunes soeurs avec eux. Quand vous avez plus de banques d'alimentation que de McDonalds dans une ville, cela est un mauvais épitaphe pour les années quatre-vingt-dix".

Membre du SFCP, Moncton Nouveau Brunswick
Women's Work, Congrès du travail du Canada, 1997

"J'ai 25 ans. Je suis la seule à l'intérieur de mon cercle d'amis, du même âge que moi, à gagner plus de 5 \$ l'heure".
Une jeune femme, St-Jean (Terre-Neuve)
Women's Work, Congrès du travail du Canada, 1997

Selon le Rapport des Nations-Unies sur le développement humain, publié en août 1995, un époustouflant montant de 11 trillions \$ manque à l'économie mondiale et ce à tous les ans. Ce montant représente le travail gratuit accompli par les femmes du monde entier. Travail domestique, soins accordés aux enfants, travail agricole.

Seulement 20% des femmes travaillent à temps plein et à l'année longue dans des emplois qui paient plus de 30 000\$ comparativement à 40% des hommes.

Les femmes représentent moins de 20% de ceux qui possèdent les emplois les mieux rémunérés mais comptent pour 70% dans les emplois les moins bien payés.

Le taux de chômage est de 15,6% chez les jeunes femmes. 13,4% chez les femmes des minorités visibles; 17,7% chez les femmes autochtones et 16,6% chez les femmes handicapées. Une recherche entreprise par le Réseau des femmes handicapées du Canada révèle que 65% des femmes handicapées qui sont en chômage veulent travailler.

Dans moins de 20 ans, le nombre de femmes travaillant à temps partiel a augmenté de 200%. Les femmes représentent 70% de la main-d'oeuvre à temps partiel.

Au cours des derniers 15 ans, le nombre de femmes possédant plus d'un emploi a augmenté de 372%.
Source : Women's Work: a Report, Congrès du travail du Canada, Mars 1997.

'heads =

Assurer la sécurité et la dignité des pensionnés

APRÈS DES ANNÉES DE TRAVAIL pour assurer leur subsistance, les Canadiens et les Canadiennes devraient envisager une retraite confortable et digne. Dans ce sens, un solide Régime de pensions du Canada est essentiel. Les régimes de pensions privés et les REERS peuvent uniquement répondre aux besoins d'une minorité - ceux qui ont pu épargner une bonne partie de leurs revenus. Pour la majorité des Canadiens et des Canadiennes, les régimes de pensions publics seront encore plus importants à l'avenir qu'ils ne le sont maintenant.

Les Libéraux coupent les bénéfices du Régime de pension du Canada, augmentent beaucoup les cotisations et confient à des assureurs privés tout le volet lié à l'incapacité physique ou mentale. D'une part, ils coupent dans les prestations comme ils ne l'ont jamais fait et d'autre part ils imposent les pires hausses de cotisations même aux plus pauvres des travailleurs.

Les Libéraux ont créé cet énorme écran de fumée autour des pensions publiques en inventant une crise au regard du RPC. Ceci a, en fait, obscurci la véritable question, soit que le régime de pension est mis à vide tandis que les pensions privées deviennent de plus en plus inefficaces.

Les Réformistes veulent complètement éliminer le Régime de pensions du Canada et le remplacer par des REERS. Ceci permettrait aux plus riches de profiter d'évasions fiscales sans précédent - ceux qui ont le moins de soucis par rapport à leurs revenus de retraite - et de laisser les autres s'occuper d'eux-mêmes.

Alexa McDonough et le NPD du Canada défendront le Régime de pension du Canada afin de permettre à tous les Canadiens et Canadiennes, et non seulement aux riches, d'envisager une retraite paisible. Nous allons :

* Lutter pour un régime juste et à long terme afin de bâtir un RPC plus solide.

* Lutter pour des prestations aux survivants et des primes d'invalidité plus équitables.

* Lutter contre les augmentations des primes imposées aux travailleurs et travailleuses les plus pauvres dont beaucoup vivent maintenant en-deçà du seuil de la pauvreté!

* Investir les capitaux amassés par le régime afin d'améliorer le retour et de promouvoir le développement économique au Canada.

* Lutter pour un Examen national du système de revenu canadien à la retraite afin de traiter des manques importants existant au sein du régime de pension du Canada.

Chart

Composition des revenus des personnes âgées, 1994

Source : Statistique Canada

Revenu - investissement 13,6%
Pensions (autres que le RPC/RRQ) 18,1%
Revenu - emploi 7,0%
REERs 3,8%
Autre 1,8%
Transferts gouvernementaux 55,7%

Source : Statistique Canada

Section

Maintenir l'accessibilité de notre Régime d'assurance-maladie.

'head =

Des soins de santé de qualité pour vous et votre famille et pour tous les Canadiens et Canadiennes quels que soient leur revenu est sous attaque.

NOTRE REGIME D'ASSURANCE-MALADIE NOUS DISTINGUE. Ce régime est une proclamation qui souligne que tous les Canadiens ont accès à des soins de santé de qualité quels que soient leurs revenus. La santé d'une famille ne dépendrait jamais de son revenu. Alexa McDonough et le NPD du Canada sont les seuls à avoir un programme réaliste afin de maintenir et d'améliorer les soins de santé destinés aux familles, à l'aube du 21e siècle.

Les Libéraux affirment vouloir garder notre régime d'assurance-maladie. Leurs actions les trahissent. Ils ont coupé quatre milliards \$ au cours des quatre dernières années. Ils ont ouvert la porte à la privatisation, ont limité l'accès à certains services et ont entraîné l'imposition de ticket modérateur, ce qui en retour nous amène sur la voie d'un régime de soins de santé à deux niveaux. Ceci permettrait aux riches d'avoir accès à des soins de qualité et aux autres de se contenter de soins plus médiocres.

Les Libéraux ont réduit le financement qu'ils accordent aux programmes qui font la promotion d'une bonne santé, aux programmes de lutte contre la violence au foyer, de prévention du SIDA et de lutte contre la tabagisme. Les Libéraux ont défendu la protection de la période de 20 ans au chapitre du brevetage pour les entreprises de médicaments multinationales ce qui fait substantiellement grimper le prix des médicaments.

Alexa McDonough et le NPD du Canada vont faire de l'accès à des soins de santé de qualité, pour vous et votre famille, une priorité nationale. Nous lutterons pour :

* Établir un régime national de médicaments sur ordonnance comme composante du Régime d'assurance-maladie.

* Accroître le rôle du Régime d'assurance-maladie afin qu'il permette à tous d'avoir accès aux soins à domicile, aux médicaments accordés sous prescriptions ainsi qu'aux interventions faites en dehors des hôpitaux, sans devenir un régime américain à deux paliers.

* Appliquer les principes de la Loi canadienne sur la santé en prenant appui sur les principes que sont l'universalité, l'accessibilité, la transférabilité, la promotion d'approches multidisciplinaires et la propriété publique.

* Mettre un terme aux coupures de 1,2 milliard de \$ dans le domaine des soins de santé cette année.

* Fournir un financement stable au Régime d'assurance-maladie en garantissant un fond de roulement d'un minimum de 15 milliards \$ pour le Transfert en matière de santé et social.

* Remplacer la loi discréditée relative aux brevets des produits pharmaceutiques, qui a fait grimper de façon astronomique le coût des médicaments, par une loi qui permettra la mise en marché de médicaments génériques susceptibles d'améliorer la santé des Canadiens et des Canadiennes, à coût plus abordables.

* Créer un fonds spécial pour mener des activités de recherche et de développement et réaliser des projets pilotes dans le domaine des soins de santé.

* Comme mesure transitoire, appuyer le développement d'installations communautaires de soins de santé de première ligne et des services de soutien comme les centres d'hébergement pour femmes battues et des centres de santé pour femmes.

* Mettre sur pied un Institut de santé pour les Autochtones dans le but d'encourager ces derniers à prendre des mesures afin d'améliorer leur santé, de faire des recherches sur leur milieu, d'identifier de nouvelles approches en matière de santé en tenant compte de leur culture et en encourageant les gens du milieu à étudier dans le domaine des professions médicales.

* Mise au point d'une stratégie nationale de recherche, du traitement et de la prévention du SIDA.

* Prendre un engagement sur le plan national afin de s'attaquer aux nouveaux besoins qui émergent sur le plan de la santé et se donner des priorités afin de développer une stratégie de prévention face aux maladies.

SIDEBARS AND CHARTS:
[QUOTE SUBHEAD =

La privatisation des soins de santé est mauvaise pour le Canada.

"Toute intervention en matière de santé ayant comme objectif de maximiser les profits va à l'encontre de la vision qui considère la santé comme un bien public. Une telle approche mène à l'accroissement des coûts des soins de santé et à des injustices au niveau de l'accès à des soins de qualité. Des recherches internationales révèlent que le financement et l'administration public des soins de santé sont les meilleures garanties d'accéder à des soins de qualité, à des coûts abordables". -- Le Forum national sur la santé

[QUOTE SUBHEAD =

Les coupures de quatre milliards des Libéraux vont faire mal.

"Les présentes structures soutenant le régime de santé du Canada ne peuvent tolérer des réductions drastiques et rapides sans en subir les conséquences. Nous croyons que l'accès universel aux soins de santé est particulièrement vulnérable. Si cet accès universel est compromis, il en est fait de notre système de santé tel que nous le connaissons.

Le Forum national sur la santé

* L'impact des coupures du gouvernement libéral dans le domaine de la santé ont eu les effets suivants sur les budgets de 1996-97 des gouvernements provinciaux. Elles équivalent aux montants suivants :

* 90% de l'ensemble du budget des soins de longue durée pour la province de Terre-Neuve.

* Le quart des coûts d'opération des sept hôpitaux de la province de l'Île du Prince Édouard.

* Plus d'un dollar sur trois consacré par la province de la Nouvelle-Écosse pour ses services de médecins, de dentistes, d'optométristes, de pharmaciens et d'ambulances

* Presque le double du prix du programme consacré à la prescription de médicaments pour les personnes âgées et de citoyens vulnérables au Nouveau-Brunswick

* Deux fois la somme dépensée en médicaments et services pharmaceutiques à l'intention des personnes âgées au Québec

* Le coût d'exploitation d'un hôpital sur cinq en Ontario.

* Trois fois l'ensemble des dépenses de la province du Manitoba dans le domaine des services à la santé mentale et à l'action communautaire.

* Deux fois le coût du programme de distribution des médicaments sur ordonnance en Saskatchewan.

* 40% du coût des assurances pour tous les services médicaux de base en Alberta.

* Deux fois le montant dépensé dans la province de la Colombie-Britannique au niveau des interventions communautaires et de la prévention.

'QUOTE SUBHEAD - La droite cible le Régime d'assurance-maladie

"Le manifeste de Jean Charest intitulé -Que le futur commence- propose un plan dont l'objectif est de restructurer de fond en comble le système de soins de santé au Canada depuis sa mise en oeuvre en 1968".

Pour David Somerville, chef du National Citizens Coalition, le système de soins de santé au Canada est la dernière noix, la plus dure à casser.

Les Conservateurs de Jean Charest se dirigent dans cette direction à petits pas. Leur plateforme demande à Ottawa de se retirer presque complètement du domaine de la santé et de son financement. La loi sur la santé -- la loi régissant l'assurance-maladie - serait mis au rancart.

Ce qui réunit les plates-formes des Réformistes et des Conservateurs est leur désir de retirer au gouvernement fédéral ses pouvoirs en matière de santé. Ils veulent aussi délimiter les pouvoirs d'un système public dans la distribution des soins de santé au Canada.

Ces deux partis ne sont pas les seuls voulant redéfinir les limites de l'assurance-maladie. Le premier ministre Chrétien parlait dans le même sens en 1995.

Michael Walker, le directeur exécutif du Fraser Institute a entrepris de longues démarches auprès d'Ottawa afin de se débarrasser de l'assurance-maladie. Il affirme que les cinq principes de bases régissant l'assurance-maladie sont les cinq menottes qui immobilisent les gouvernements provinciaux dans le domaine de la santé. "Je ne prévois aucun changement créatif jusqu'à ce que les choses se gâtent."

Le Toronto Star, le 25 mars 1997.

'Head=

Consolider la communauté canadienne

Nous allons promouvoir une option positive pour le Canada

Le défi de l'unité nationale est de rassembler les gens afin de les faire travailler pour l'équité, la création d'emplois et la justice à travers le Canada. Un grand nombre de valeurs communes unissent les Canadiens et les Canadiennes venant de diverses régions du pays. Ces valeurs profondes d'unité sont menacées par les coupures, la croissance de l'inégalité économique et le démantèlement des institutions nationales -incluant notre système de pensions et d'assurance-maladie - initiées par les Conservateurs et poursuivies par le gouvernement libéral actuel.

De plus, il est difficile de nous unir, quand quelques privilégiés accumulent d'immenses profits tout en laissant sur le pavé des milliers de travailleurs et que la grande majorité des Canadiens et des Canadiennes tentent de joindre les deux bouts. Chaque Canadien devrait contribuer équitablement à la prospérité de ce pays et partager équitablement la richesse du pays, où qu'il vive.

Alexa McDonough et le NPD du Canada croient que le fédéralisme canadien doit permettre une croissance vigoureuse et harmonieuse de ce pays et assurer une autonomie provinciale.

Il est temps d'assurer que la fédération réponde aux besoins des régions, d'une manière équitable. Toute action unilatérale dans le but de refaire le Canada ne peut qu'engendrer la division.

* Les changements constitutionnels doivent être présentés d'une façon ouverte et démocratique en impliquant, de manière significative, la participation de l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes.

* Les gouvernements appropriés devraient être habilités et détenir les ressources nécessaires pour assumer leurs responsabilités. Plusieurs services pourraient être mieux gérés au niveau provincial. Dans d'autres domaines, nous pouvons éliminer le dédoublement en confiant au gouvernement fédéral certaines responsabilités. Ceci ne devrait en aucun cas avoir des répercussions sur le droit des Canadiens et des Canadiennes de recevoir des services équivalents, quelque soit l'endroit où ils demeurent.

* Les Néo-démocrates reconnaissent que le Québec est différent des autres provinces. Nous croyons qu'il faille reconnaître cette différence dans la Constitution, de manière à favoriser l'unité du pays.

Nous comprenons que le Québec est unique sur le continent nord-américain avec sa majorité francophone et qu'il peut avoir des aspirations différentes. Nous comprenons aussi les besoins des Québécois - et de tous les francophones au Canada - de protéger et de promouvoir leur langue et leur culture. Même si nous pensons que les intérêts des Québécois seraient mieux servis à l'intérieur de la fédération canadienne, et que le Canada vaut la peine d'être conservé, nous respectons leur droit de choisir démocratiquement leur avenir.

'Head =

Alexa McDonough et le NPD du Canada vont défendre notre environnement. De l'air pur, de l'eau propre, et des écosystèmes viables voilà l'héritage que nous pouvons léguer à nos enfants.

LE RENARD EST DANS LE POULAILLER. Les Libéraux ont rendu les pollueurs responsables de l'environnement. Ils appellent cela des mesures volontaires. Cela ne suffit pas.

Le gouvernement actuel ne remplit pas ses obligations internationales afin de réduire le réchauffement planétaire. Il ne réussit pas à protéger notre air, notre eau, nos ressources et nos écosystèmes.

Alexa McDonough et le NPD du Canada se sont engagés à améliorer l'environnement pour nos enfants et nos petits-enfants. De l'air pur, de l'eau propre et un environnement sain ne devraient pas être sacrifiés aux demandes à court terme des entreprises qui n'ont comme objectif que de faire des profits.

Nous lutterons pour :

* Un renforcement de la Loi canadienne sur la Protection de l'environnement.

* Établir des objectifs et des politiques précis afin de remplir les engagements du Canada en matière de réduction des émissions d'agents polluants qui contribuent au réchauffement planétaire.

* Mettre l'accent sur la prévention de la pollution appuyé par un ensemble de mesures fiscales et réglementaires.

* Un nouveau système d'évaluation du progrès encouru qui tiendra compte de facteurs comme le chômage et la distribution des revenus, la santé des individus et des collectivités, la qualité du patrimoine environnemental et la dilapidation des ressources. Cet indicateur du progrès sera utilisé avec d'autres indicateurs comme le PIB (Produit intérieur Brut) - qui tiendra compte de la création de la pollution et de son élimination comme s'ils étaient de bonnes choses - afin d'éclairer les débats publics et de mieux orienter la prise de décisions.

* Un processus environnemental (green screen) afin d'orienter toutes les prises de décision.

* Une stratégie à long terme favorisant le développement durable, mise sur pied à la suite de consultations, afin de maintenir l'intégrité du patrimoine environnemental, la bio-diversité, la protection des écosystèmes et leur rétablissement. Cette stratégie aura pour objectif d'édifier une économie dont le taux d'exploitation des ressources renouvelables n'excédera pas le taux de développement des ressources de remplacement et une économie dont la pollution n'excédera pas la capacité d'absorption de l'environnement.

HEAD

Des rues plus sécuritaires; des communautés plus sécuritaires

De plus en plus de Canadiens et de Canadiennes affirment ne pas se sentir en sécurité dans leur foyer et dans leur communauté. La violence dans les rues, la violence conjugale et la violence faite aux enfants, les délits sexuels, les vols d'auto, les vols et les infractions inquiètent beaucoup les Canadiens qui disent avoir droit à vivre en sécurité.

La plupart des Canadiens et des Canadiennes réagissent à ces nouvelles avec peur, colère et frustration envers un système juridique qui semble incapable de traiter rapidement et avec justice les criminels. Que le respect de la loi semble parfois être miné par le système juridique même, dont la manipulation honteuse de ce système par des criminels célèbres, nous fâchent.

Les Néo-démocrates croient qu'il est important de reconnaître les liens entre les conditions sociales et le crime tout en favorisant un sentiment renouvelé de la responsabilité individuelle. En d'autres termes, nous sommes d'avis qu'il faut punir sévèrement les actes criminels. Nous devons commencer en attaquant les causes du crime.

Un certain nombre d'études ont révélé que le taux de crimes violents augmente en relation directe à la croissance du taux de chômage et de l'insécurité. Un gouvernement qui tolère une deuxième place au chapitre du taux de la pauvreté infantile du monde industrialisé et qui empêche de façon continue et délibérée un dixième de sa main-d'oeuvre -- environ un million et demi de citoyen-ne -- de jouer un rôle réel et significatif dans la société, sème les graines du crime dans son jardin.

Même si le gouvernement a pris certaines initiatives au regard du système juridique afin de punir le comportement criminel, sur le front économique, les Libéraux ont déclaré la guerre, non pas à la pauvreté et au chômage, mais aux moins nanti-e-s et aux chômeurs.

Une approche réaliste et cohérente au regard du crime commence là où le crime commence : dans la frustration, l'aliénation et le désespoir. Selon le Conseil national de la prévention du crime, les facteurs de risque chez les jeunes comprennent la pauvreté infantile; des difficultés à l'école; une séparation familiale; le racisme et autres formes de discrimination; vivre dans une atmosphère d'abus de substances. Les études effectuées parmi les jeunes contrevenants révèlent que 97 % de ces enfants ont été victimes d'abus aux mains d'une figure autoritative en qui ils avaient confiance et que les récidivistes avaient souvent été abusés à maintes reprises lorsqu'ils étaient enfants.

Même si on peut expliquer certaines choses par une éducation insuffisante, il n'en reste pas moins que le crime est inexcusable. Chacun est responsable de ses gestes.

Les Néo-démocrates croient qu'une société offrant des emplois décents à tous ceux pouvant travailler, où l'éducation et les soins de santé sont disponibles pour tous quelque soit leur revenu et où tout le monde est protégé de la discrimination est une société qui renforce la responsabilité individuelle.

Alexa McDonough et les Néo-démocrates croient que la solution au crime consiste à tenir tout individu responsable de ses actions et à élaborer des politiques sociales et économiques visant à bâtir des sociétés plus sûres et plus sensibles. Nous lutterons pour :

* Assurer que la punition soit proportionnelle à la gravité du délit.

* Investir dans les familles par des mesures telles l'accès à des garderies de qualité, l'appui aux parents, des politiques en matière de travail qui encouragent les employeurs à respecter les obligations familiales et conserver les bons emplois.

- * Réformer la Loi sur les jeunes contrevenants afin que l'âge ne soit que l'un de plusieurs facteurs à considérer lorsqu'il s'agit de déterminer les conséquences.
- * Une intervention préventive pour la jeunesse à risque, dont l'accès à :
 - * des programmes à l'intention des jeunes sans abris afin d'aider à traiter la dépendance et à développer des compétences visant à les aider à participer à la communauté
 - * traitement pour les victimes d'abus sexuel et physique
 - * des programmes visant à combattre l'analphabétisme
 - * de l'aide pour les enfants souffrant de problèmes de comportement
- * Accroître le financement pour les activités de surveillance communautaire; en particulier, des patrouilles cibles dans les aires résidentielles par des policiers bien connus collaborant avec le public.
- * Consolider les services et l'appui aux victimes du crime, en particulier les personnes plus vulnérables comme les enfants, les femmes et les moins nantis.
- * Agir contre les bandes criminelles en :
 - * interdisant d'être membre d'une bande - ou de faire du recrutement - commettant des délits
 - * augmentant les sentences et les conditions de caution pour les crimes de bande;
 - * offrant un appui légal aux victimes et en mettant en oeuvre de nouvelles mesures sévères contre les criminels qui intimident les témoins.
- * Imposer des lois et des sanctions sévères contre la mauvaise conduite des sociétés et les crimes commis par les collets blancs
- * Accroître les efforts visant à favoriser la réadaptation, y compris des approches sensibles à la culture telles des cercles de sentence dans les communautés autochtones, le cas échéant.

'HEAD=

Les industries culturelles canadiennes, en permettant à nos différentes communautés de s'exprimer, nous donnent la possibilité de construire notre identité nationale.

Nos artistes et nos créateurs jouent un grand rôle en nous permettant de mieux définir notre identité nationale. Nos musiciens, nos écrivains, nos poètes, nos danseurs, nos comédiens et nos chanteurs, nos producteurs et nos sculpteurs construisent des liens entre des gens qui vivent dans des régions différentes. Ils donnent de la force à des communautés diverses qui forment notre nation. Ils donnent une voix à nos aspirations, nos rêves, notre humanité commune.

Sous l'égide des Libéraux, le secteur culturel canadien a été coupé, affamé, réduit et branché sur des appareils de maintien de la vie. Le système de radiodiffusion canadien a été coupé de moitié et soumis à l'indifférence bénigne du gouvernement qui lui avait promis un financement stable et sûr.

Une personne possédant un agenda politique très agressif possède maintenant la moitié des quotidiens au Canada. Une telle concentration de la presse limite l'échange d'idées et d'informations entre les Canadiens et les Canadiennes. Le gouvernement libéral n'a jamais eu le courage d'agir.

Alexa McDonough et le NPD du Canada reconnaissent que la force du secteur culturel canadien est aussi fondamental à notre économie qu'à notre identité. Dans une société d'information mondiale, les voix de nos artistes, nos écrivains, nos créateurs et nos citoyens ont besoin d'être renforcées et non étouffées. Notre information et nos sources de nouvelles doivent être de plus en plus diversifiées et plus représentatives de l'ampleur de la société canadienne, plutôt que d'être contrôlées par une ou très peu de personnes. La libre circulation des nouvelles et des informations est l'essence même de notre démocratie.

Le NPD du Canada luttera pour :

- * Accorder un financement stable et indépendant afin de rebâtir Radio-Canada et d'en faire un diffuseur de renommée internationale présent sur les ondes, sur le réseau de cablo-distribution et sur Internet et de faire entendre une voix distinctement canadienne.
- * Adopter les recommandations de la Commission Kent afin de limiter la concentration de propriétés des médias. La libre circulation des nouvelles et des informations est l'essence même de notre démocratie.

* Augmenter l'aide sur le plan du financement de la réglementation et de l'infrastructure des institutions culturelles canadiennes dans tous les secteurs des arts - l'édition, le cinéma, la musique, les arts du spectacle, les beaux-arts - dans le cadre d'une stratégie coordonnée pour assurer une présence forte et vibrante des produits canadiens dans l'arène culturelle canadienne.

* Adopter une réglementation visant à s'attaquer aux problèmes de distribution qu'éprouvent les artistes et les cinéastes canadiens à être vus et entendus dans leur propre pays.

* Doubler les ventes de livres canadiens au pays et à l'étranger au cours des cinq prochaines années et de doubler également le nombre de films et de productions télévisuelles canadiennes.

* Appuyer les productions canadiennes et élaborer un réseau provincial de télédiffusion publique dont le financement sera assuré par des projets conjoints.

[Head =

Il est temps de s'assurer que les Autochtones puissent prendre la place qui leur revenait dans la communauté canadienne.

LES INDIENS, LES MÉTIS ET LES INUIT veulent être des partenaires forts et intégrals à l'édificatin du Canada du 21^e siècle. Ils sont frustrés par les mêmes vieilles politiques libérales et conservatrices.

Il n'est pas étonnant que les Autochtones - qui avait ébauché la plateforme libérale à l'égard des Autochtones - aient brûlé le Livre rouge libéral. Le gouvernement libéral a abandonné les politiques du Livre rouge et a incité à l'auto-détermination tout en ne procurant que des ressources réduites et aucune base économique viable aux communautés.

Alexa McDonough et le NPD du Canada favorisent une nouvelle approche basée sur un respect mutuel entre les cultures.

Nous travaillerons en partenariat avec les Autochtones afin de respecter les traités et les droits des Autochtones et afin de mettre en oeuvre le droit inhérent à l'auto-détermination.

Nous lutterons pour que le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux, au Canada, reconnaissent la pertinence du rapport de la Commission royale d'enquête sur les populations autochtones. Six mois après l'élection d'un nouveau gouvernement, les premiers ministres, les dirigeants autochtones et le premier ministre du Canada devraient se réunir pour discuter des recommandations du Rapport et élaborer un plan d'action pour s'assurer de la mise en oeuvre de celles-ci.

En attendant, le NPD du Canada luttera pour :

* Que soit établie une commission nationale indépendante sur les revendications territoriales qui se prononcera sur des revendications particulières.

* Que le gouvernement fédéral joue un plus grand rôle dans la formation professionnelle des Autochtones, dans le domaine des soins de santé, de l'éducation et des services sociaux.

* Que le gouvernement fédéral accroisse ses investissements dans l'infrastructure communautaire autochtone, comme des routes, le logement et les services publics de base.

* Que des mesures financières soient adoptées afin d'accroître l'accès des Autochtones aux capitaux et de favoriser le développement économique de leurs communautés.

* Un développement économique, social et culturel durable, pratique et dynamique - offrant des partenariats avec les Autochtones et respectant l'auto-suffisance.

'head =

Alexa McDonough et le NPD du Canada se battent pour les droits des femmes et des hommes dans toutes les communautés, ici et à l'étranger

TOUT AU COURS DE SON HISTOIRE, le NPD s'est toujours battu pour les droits démocratiques de tous les Canadiens et de toutes les Canadiennes sans tenir compte de leur genre, la couleur de leur peau, de leur orientation sexuelle ou de leur religion. La discrimination doit être éliminée et l'égalité doit être garantie.

Nous reconnaissons le fait que les nouveaux immigrants créent des emplois et contribuent positivement à notre société vibrante et croissante. La taxe libérale sur la personne nous amène sur la mauvaise voie. Dans bon nombre de pays en voie de développement, une famille de quatre devrait recourir à trois ou quatre fois leur salaire annuel moyen pour pouvoir assumer les frais exigés pour immigrer au Canada.

Malheureusement, les progrès que notre pays a fait afin d'atteindre ce but sont de nouveau menacés. Les membres du Parti réformiste ont fait des déclarations publiques très irresponsables prenant pour cibles les immigrants, les femmes et les minorités culturelles. Les Libéraux ont coupé les fonds aux refuges pour femmes battues, aux garderies, aux personnes âgées, aux handicapés, diminuant ainsi les chances de plusieurs de participer aux activités de leurs communautés.

Alexa McDonough et le NPD du Canada lutteront pour :

- * Protéger les programmes qui appuient l'égalité des minorités ethniques et raciales et qui renforcent l'intégration des personnes handicapées.
- * Améliorer les programmes de garderie et de soins pour les personnes âgées procurant ainsi plus de choix aux femmes.
- * Assurer que les lois fédérales accordent les avantages aux conjoints de même sexe comme le font actuellement les corporations comme General Motors - Canada, BC Tel et Air Canada.
- * Aider à rétablir le financement des groupes qui se portent à la défense des personnes désavantagées.
- * Travailler à rétablir l'engagement du Canada de consacrer 0,7% de son Produit intérieur brut comme aide au développement international.
- * Travailler à inclure des exigences relatives aux droits de la personne et à introduire des clauses sociales dans tous les accords commerciaux.
- * Travailler à interdire l'importation au Canada de produits fabriqués par des enfants.
- * Collaborer à faire supprimer les ventes de la technologie nucléaire canadienne à des pays qui refusent de signer les conventions internationales dans le domaine du nucléaire et qui ne respectent pas les droits de la personne.
- * Revoir les politiques canadiennes en matière d'immigration afin de mettre un terme aux pratiques discriminatoires contre les requérants ordinaires en provenance des pays en voie de développement.
- * Éliminer la loi libérale 'par personne' très discriminatoire.
- * Faciliter les efforts des domestiques et des réfugiés lorsqu'il s'agit de devenir immigrant reçu au Canada et faciliter les efforts de réunification des familles.

Head

Alexa McDonough et le Canada du NPD luttent pour une politique en matière étrangère indépendante se fondant sur les principes de la sécurité commune.

La fin de la Guerre froide a permis au monde de s'éloigner davantage du conflit nucléaire mais le défi se pose toujours. Le Canada peut aider à le relever par le biais d'une politique destinée à forger une sécurité commune fondée sur le désarmement nucléaire et la réduction universelle des armes nucléaires. Nous devons nous doter d'ententes de sécurité internationale fondées sur la confiance mutuelle et le partage de l'information sous l'égide des Nations Unies, réformées et consolidées.

À titre de pays souvent appelé à participer à des missions de paix lors de conflits, la politique en matière étrangère devrait être guidée par les principes de la prévention des conflits. Nous devons nous doter de politiques internationales, économiques et écologiques qui traitent des causes à la racine des conflits que nous retrouvons dans la pauvreté, dans l'érosion environnementale, dans les abus des droits de la personne et dans la manipulation, par les états forts, des états faibles.

Le NPD du Canada luttera pour :

- * Améliorer le contrôle d'exportation des armes, afin que les Canadiens et les Canadiennes soient assurés que les armes ou composantes fabriquées au Canada ne contribuent pas à la déstabilisation de la course aux armes ou tombent entre les mains de gens abusant les droits de la personne.
- * L'interdiction internationale de l'usage des mines et de leur fabrication en devenant un exemple pour la communauté internationale en introduisant une telle interdiction aux Forces armées canadiennes.
- * Appuyer le mouvement Abolition 2000 pour un désarmement nucléaire mondial et arguer pour que le Canada fasse preuve de leadership en n'étant pas d'accord avec l'attachement de l'OTAN au regard de la stratégie en matière d'armes nucléaires.
- * Assurer que le Canada ne contribue pas au développement ou à l'essai d'armes nucléaires.
- * Consolider les Nations Unies afin qu'elles, plutôt que l'OTAN ou les États-Unis répondent aux crises militaires lorsqu'elles surviennent.

Analyse des répercussions

Voici les objectifs du programme néo-démocrate : réduire le taux de chômage et stimuler la croissance économique; rétablir l'état financier des services publics et des programmes sociaux; investir dans de nouvelles initiatives dont pourront tirer profit l'ensemble des Canadien-ne-s; l'équité fiscale; équilibrer le budget fédéral; et commencer à réduire la dette publique nationale.

Nous pourrions réaliser ces objectifs en mettant en oeuvre le programme figurant dans cette brochure.

Ce programme stimule l'économie et la création d'emplois en augmentant les investissements au chapitre de l'infrastructure physique et sociale, de l'éducation et de la santé; en augmentant les transferts aux familles moins nanties; en investissant dans le développement économique communautaire; en maintenant à la baisse les taux d'intérêt; et en résistant aux pressions faites sur la valeur du dollar canadien.

Ce programme protège de l'érosion les niveaux de dépenses au regard des programmes actuels par le biais de l'inflation. Il rétablit le financement qui avait été coupé dans le domaine de la santé, de l'éducation, des services sociaux ainsi que des institutions culturelles et lance de nouvelles initiatives importantes au chapitre de l'éducation, des garderies, de la recherche et du développement, des produits pharmaceutiques et des soins à domicile.

Ce programme compense les coupures déséquilibrées visant à réduire le déficit par une stratégie fiscale qui allie croissance économique et politiques en matière d'équité fiscale afin d'atteindre des cibles budgétaires sensées.

Ce programme fait énormément contraste à la volonté des Libéraux à adhérer à une politique fiscale et monétaire beaucoup plus restrictive et hostile envers les emplois que celle adoptée par les États-Unis.

Selon une étude de la maison d'investissement Wood Gundy comparant les stratégies américaines et canadiennes en matière de réduction du déficit, le Canada s'est fié sur les coupures pour les trois quarts de sa réduction du déficit tandis que les États-Unis se fiait sur la croissance pour 60 % de la réduction du déficit. L'approche déséquilibrée des Libéraux figure au tableau 1.

Tableau 1

La stratégie libérale en matière de réduction du déficit

Coupures aux services

Croissance économique

Réforme sur l'équité fiscale

Le NPD fixe des cibles relatives à la création d'emplois, au rétablissement des services publics et des programmes sociaux; à l'élimination du déficit et à l'équité fiscale -- une analyse indépendante révèle que ces cibles sont réalistes.

Notre programme crée 427 500 emplois au cours du prochain mandat du gouvernement, ramène en-deçà de 6 % le taux de chômage, rétablit un taux de dépenses fédérales au prorata du nombre réel au regard des programmes au niveau existant lors de la portée au pouvoir des Libéraux et équilibre le budget d'ici l'an 2000.

Tableau 1 -- Emploi

	1997	1998	1999	2000	2001	Total
Prévision	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	1 500 000
Plan du NPD	98 500	101 200	89 700	65 900	72 200	427 500
TOTAL	398 500	401 000	389 700	365 900	372 200	1 927 500

Tableau 2 -- Taux de chômage (%)

	1997	1998	1999	2000	2001
Prévision	9,5 %	9,0 %	8,5 %	8,0 %	7,5 %
Plan du NPD	8,7 %	7,6 %	6,6 %	6,0 %	5,4 %

On s'entend à prévoir à moyen terme une croissance de 2 % au chapitre de l'emploi, ce qui réduit d'environ un pour cent et demi par année le taux de chômage. Le plan du NPD fait contraste à cette prévision

Table 2 -- Services publics et programmes sociaux (% des niveaux réels de 1993-1994)

Dépenses fédérales au chapitre des programmes comme pourcentage du prorata réel de 1993-1994

Libéraux - Plan du NPD

Tableau 3 -- Le déficit budgétaire (milliards \$)

	1997	1998	1999	2000	2001
Libéraux	- 17,0	- 9,0	?	?	?
Plan du NPD	- 12,5	- 5,4	- 2,3	+ 0,2	+ 0,7 %

Équité fiscale

Sous l'égide des Libéraux, le seul avantage fiscal a été l'exemption à vie de 100 000 \$ sur les gains en capital -- et ils ont tant tardé que la plupart de ceux et celles pouvant en tirer profit l'avaient déjà fait.

Le programme néo-démocrate favorise l'équité fiscale. Il procure un soulagement fiscal immédiat aux personnes et aux familles à faibles revenus; dans le contexte d'une réforme fiscale plus vaste, il demande une réduction progressive de la TPS, soulageant ainsi de façon significative les familles à revenus moyens, une fois le budget équilibré et il propose de hausser de façon responsable les impôts des personnes aux revenus plus élevés et de hausser l'impôt sur les sociétés. Au regard de l'impôt sur les sociétés, le programme traite des dépenses fiscales considérées, même par le Fond monétaire international, excessivement généreuses; il fait en sorte que les sociétés désireuses de verser des salaires extrêmement élevés à leurs cadres supérieurs le fassent, une fois leurs impôts déduits, et il propose des hausses modestes des taux d'impôts sur les sociétés en harmonie avec les normes internationales et clairement garanties par les profits réalisés par les corporations lors de la reprise des sans emplois canadiens.

Sommaire détaillé du programme

Le tableau 4 souligne, par secteur, les coûts du programme néo-démocrate. Les prévisions ont trait à la première année du programme et aux dépenses annuelles continues à la fin de la période de planification. Même si le régime fiscal exige que ces modifications soient mises en place progressivement dans le cadre d'un mandat de planification gouvernementale d'une durée de cinq années fiscales, il est fait rapport des prévisions en matière de coûts sur une base de dollars 1997-1998 afin de faciliter la comparaison.

Tableau 4 : Prévisions relatives aux coûts des modifications des programmes, base 1997-1998 millions \$

Catégorie

Première année Base annuelle
continue

Emplois - Capital
Formation et A.-C.
Recherche et développement
Réinvestir les coupures effectuées dans
le domaine de la santé, de l'éducation
et des services sociaux
Régime d'avantage aux enfants
Éducation
Nouveaux programmes en matière de santé
Culture
Aide au développement international
Autre

Le programme comprend aussi des réformes fiscales significatives visant à rééquilibrer le régime fiscal. Il propose des modifications visant à rendre plus progressiste l'impôt sur le revenu des particuliers et des particulières, à resserrer l'impôt sur le revenu personnel; à éliminer les dépenses fiscales sélectionnées par les sociétés; et à rétablir l'impôt sur le tabac aux niveaux antérieurs. Il propose aussi une réforme fiscale importante afin d'initier le remplacement de la TPS par un régime fiscal équitable et plus efficace.

Le tableau 5 souligne les prévisions du revenu au regard des modifications fiscales.

Tableau 5. Prévisions des revenus découlant des modifications fiscales
millions \$

Sommaire des modifications fiscales (base 1997-1998)

Réduction de la TPS et augmentation du crédit
Taxe sur le tabac
Taxe sur les transferts de la richesse de plus d'un million \$
Augmentation de l'impôt sur les sociétés
Augmentation du taux sur des revenus de plus de 100 000 \$
Éliminer la surtaxe du revenu au regard des faibles revenus
Gains en capital et réforme de la taxe sur les dividendes
Impôt minimum sur les sociétés
Éliminer les déductions au regard du lobbying, des repas, des salaires élevés
Réduire les dépenses fiscales des sociétés
Percevoir les taxes dues
Réforme fiscale (TPS incluse.)
Total (arrondi)

Le plan fiscal

Hypothèse :

Lors de l'élaboration du plan fiscal, nous avons supposé que la croissance économique réelle, sans les mesures proposées au programme, serait en moyenne de 3 % par année. Nous avons supposé que l'inflation se situerait à 2 %. Ceci est conforme aux prévisions consensuelles.

Les dépenses actuelles et proposées ont été protégées de l'inflation dans toutes les catégories sauf dans le domaine de l'infrastructure.

Le minutage des propositions fiscales et des dépenses reflètent nos priorités : premièrement, réduire le taux d'assurance-chômage; deuxièmement, rétablir les services publics et les programmes sociaux; troisièmement, éliminer le déficit budgétaire; quatrièmement, réformer le régime fiscal, dont la TPS; et cinquièmement, réduire la dette publique comme un pourcentage du PIB.

Les mesures fiscales et les dépenses ont été réparties sur une période de planification d'une durée de cinq années fiscales, commençant en 1997-1998 et se terminant en 2001-2002.

L'accroissement des revenus découlant de la croissance et des modifications fiscales compensent l'augmentation des dépenses - le budget peut donc être équilibré.

Nous avons tenu compte de la répercussion de ces modifications sur la croissance économique qui serait générée par le programme lorsqu'il s'agit d'établir les paramètres sur lequel s'est fondé le plan fiscal. Ces modifications sont soulignées plus avant dans ce document.

Tableau 6 -- Sommaire du plan fiscal (millions \$)

Dépenses prévues au chapitre du programme
Revenu de base
Revenu net découlant des modifications fiscales
Solde d'exploitation
Intérêt de la dette publique
Position fiscale nette
% du PIB
Dette nette
Proportion Dette/PIB
DÉFICIT DE M. MARTIN (officiel)

Le revenu annuel augmente de 40 milliards \$ sur cinq ans, sur une base de 142 milliards \$ à 182 milliards \$. Ving pour cent environ de cette augmentation résulte de l'augmentation des impôts; 80 % résulte de la croissance économique.

Le taux d'intérêt moyen sur la dette publique s'affaïsse de 7 % en 1997-1998 à 6 % en 2001-2002 alors que la dette arrivant à échéance est refinancée à des taux d'intérêt moins élevés.

Dans le plan fiscal, le déficit est de 12,5 milliards en 1997-1998 -- entre le 17 milliards \$ du plan fiscal actuel des Libéraux et le 9 milliards \$ prévu qui reflète mieux les conditions actuelles.

La proportion dette/PIB s'amenuise tout au long de la période de planification fiscale. Elle atteint la cible de 60 % fixée par l'Union européenne dans le Traité de Maastricht en 2000-2001

et s'affaïsse à 56 % en 2001-2002. La dette s'affaïsse en termes absolus chaque année, dès 1999-2000.

Répercussions économiques

Afin d'évaluer les répercussions du programme néo-démocrate sur l'économie canadienne, et sur la solde d'ensemble du gouvernement, nous avons sommé Informetrica Ltd. d'effectuer une analyse indépendante de notre programme en utilisant son modèle économétrique détaillé de l'économie canadienne.

Informetrica utilise un vaste modèle économétrique ventilé comportant plus de 2 400 équations prévues et une analyse de répercussion pour presque 10 000 variables.

L'analyse effectuée par Informetrica compare sa projection de base pour l'économie à la projection qui en découle lorsque les propositions au chapitre des dépenses, des revenus et de la politique monétaire du programme néo-démocrate sont incorporées au modèle.

Vous trouverez ci-joint le rapport d'Informetrica soulignant les résultats.

Selon l'analyse effectuée par Informetrica, le programme néo-démocrate créerait 425 000 emplois de plus que les emplois qui seraient créés par l'économie de toute façon.

Ceci résulterait en un affaïssement du taux de chômage de 9 % à l'heure actuelle à moins de 6 % d'ici l'an 2001, soit plus de 2 % de moins que ce qui est prévu sur une base consensuelle. Le taux exact de chômage est sensible à la croissance de la main-d'oeuvre. Quatre cent milles nouveaux emplois nous permettent d'atteindre plus facilement la cible de 5 %.

La croissance économique serait à la hausse de 0,6 % en 1997, de 0,6 % en 1998, de 0,35 % en 1999 et de 0,15 % en 2000 et 2001.

Dans le cadre du plan néo-démocrate, la Banque du Canada aurait comme première priorité de réduire le taux de chômage en harmonie avec le maintien des taux d'inflation canadiens comparables aux taux américains. L'inflation serait à 3 %, plus ou moins le même taux que les États-Unis, comparativement à une projection de base d'environ 2 %. Les taux d'intérêt réels s'affaïsseraient légèrement.

Le taux d'échange se situerait à environ 73,5 cents américains, en-deçà de l'appréciation de la projection de base.

Le gouvernement fédéral est équilibré après deux ans sur la base de comptes nationaux. Le solde du gouvernement fédéral est légèrement à la baisse (d'environ 500 millions \$) comparativement au vaste excédent à la base.

Le plan améliore de façon significative les finances gouvernementales provinciales et fédérales. Les finances gouvernementales s'améliorent relativement à la base. Le solde gouvernemental s'améliore de 5,4 milliards \$. La proportion dette gouvernementale/PIB s'affaïsse de près de 5 points de pourcentage.

Tableau 7 -Coût des initiatives de la plateforme

Emplois	Fonds au titre de l'environnement Financement au titre des initiatives existantes en matière de formation
Travailleurs	Fonds au titre des services de garderie Fonds au titre des soins pour les personnes âgées Fonds au titre du logement coopératif et à but non lucratif Contrôle plus rigoureux des normes A.-C. 60% des gains hebdomadaires normaux A.-C. 66.6% des gains hebdomadaires normaux Rétablissement à 50 semaines de la durée maximale des prestations Une meilleure intégration de l'A.-C. et de la formation Fonder les prestations sur les revenus réels plutôt que sur la moyenne des revenus
Transport	Programme national d'investissements dans le réseau routier Modernisation du système ferroviaire de transport des céréales
R&D publique et universitaire	Accroissement de l'aide accordée au titre de la recherche Aide financière accordée pour favoriser la coopération entre les instances de recherche privées et publiques
Investissement communautés	Exiger des banques qu'elles réinvestissent dans les communautés
Pauvreté sociale	Rétablissement des services sociaux en fonction de nouvelles normes nationales Régime de prestations pour enfants Garde des enfants - programme ECE - 150 000 places Accroissement du crédit de la TPS (compris dans les mesures fiscales) 60\$/adulte; 60\$/enfant Formation offerte aux bénéficiaires employables de l'aide sociale Rétablissement du financement au titre de l'enseignement post-secondaire en fonction de nouvelles normes nationales Stratégie nationale en matière d'éducation post-secondaire Accroissement de l'aide accordée aux étudiants Rétablissement de l'aide financière accordée aux institutions d'enseignement post-secondaire
Pensions	Améliorations du RPC/SRG
Assurance-maladie	Rétablissement du financement au titre des services de santé en fonction des nouvelles normes nationales Programme national d'assurance-médicaments Programme national de soins à la maison Recherche et développement et projets pilotes Services aux femmes victimes d'actes de violence Centres de santé pour les femmes

	Programmes de repas à l'école
	Stratégie en matière de santé pour les communautés
autochtones	
	Stratégie nationale de lutte contre le SIDA
Premières nations	Commission des revendications territoriales
	Appui aux infrastructures communautaires
Agriculture	Inspection et évaluation des aliments
	Examen des prix des intrants agricoles
Culture	Accroissement du financement accordé à la CBC/SRC
	Accroissement de l'aide accordée aux institutions culturelles
	dans tous les secteurs
	Garantie au titre de l'accès au réseau de distribution des films
	Appui à des partenariats en télédiffusion publique
Droits de la personne	Financement aux programmes en matière d'équité
	Financement accordé aux groupes de défense des
	intérêts sociaux
	Accroissement de l'AOD à 0,7% du PNB
Total	

Tableau 8 -- Mesures fiscales
28 avril 1997

Estimé

Année

Taxes de consommation

Élimination de la TPS sur les livres, les magazines et les journaux
Élimination de la TPS sur les vêtements pour enfants
Rétablissement des taxes sur les produits du tabac au niveau antérieur

Taxe sur la fortune

Taux d'imposition des sociétés

Taux général -- 2 points
Fabrication et transformation -- 4 points
Petites entreprises -- 2 points

Taxe sur les profits excessifs des institutions financières

Recettes évaluées à 496 millions de dollars; consacrés à la Banque nationale d'investissement

Taux d'imposition de l'impôt des particuliers et crédits d'impôt

taux marginal d'imposition de 32% pour les revenus de plus de 100 000\$
taux d'imposition de 35% pour les revenus de plus de 150 000\$

Crédit de la TPS -- adulte 60\$
Crédit de la TPS -- enfants 60\$
Élimination de la surtaxe de 3% imposé aux

contribuables à faible revenu

Dépenses fiscales : Impôt des particuliers

Réduction des gains en capital concernant l'actionnariat des travailleurs
Inclusion partielle des gains en capital dans les revenus
Imposition complète des fiducies familiales et des autres gains en capital

Réforme de la taxe sur les dividendes selon le modèle américain

Repas & divertissement

Dépenses fiscales : Impôt des sociétés

Crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental -- réduit de moitié en limitant l'admissibilité

Déduction accélérée au titre de l'exploration et du développement -- réduit de moitié en limitant aux

mines

Finances -- limiter l'amortissement accéléré à la moitié de la valeur actuelle

Services -- limiter l'amortissement accéléré à la moitié de la valeur actuelle

Aucune déduction aux titres des repas et des divertissements
Exclusion des gains en capital du revenu imposable
Accroissement des retenues d'impôt selon les taux des traités (permettra de recouvrir la moitié des dépenses fiscales)
Redevances des droits d'auteur
Redevances foncières
Intérêts sur les dépôts
Intérêt sur la dette à long terme
Dividendes
Honoraires de gestion
Revenu mondial qui découle de l'assurance-vie
Impôt minimum des sociétés
Aucune déduction des frais de lobbying
Aucune déduction accordée aux salaires de plus de 200 000\$
Administration -- 10% de 6,6 milliards de dollars en taxes non payées chaque année
Réserve pour la réforme de la TPS dans le contexte d'un vaste réforme fiscale
TOTAL

Notes :
Toutes les données sont en dollars de 1997-1998
Les estimés sont fondés sur des données du ministère fédéral des Finances et de Statistique Canada
L'année est l'année de mise en oeuvre dans le régime fiscal

Monsieur Ed Tchorzewski
Président
Nouveau Parti démocratique du Canada
81, rue Metcalfe
Bureau 900
Ottawa (Ontario)
K1P 6K7

Référence : Plateforme électorale de 1997 du NPD

Monsieur Tchorzewski,

Nous présentons dans cette lettre une évaluation des initiatives budgétaires du NPD que contient votre plateforme électorale de 1997, et de leur impact sur l'économie canadienne jusqu'en l'an 2001.

Les données de votre plateforme qui reflétaient des années financières ont été converties en données qui reflètent les années civiles, et ce, pour qu'elles conviennent à notre modèle analytique qui présente l'activité économique selon l'année civile. De plus, les propositions en matière de dépenses et de fiscalité ont été introduites comme étant des changements directs à l'activité économique représentée par le Modèle Informetrica en termes utilisés dans le Système des comptes nationaux. Cette représentation dans le modèle a été faite à un niveau détaillé pour

s'assurer que les impacts sont canalisés vers les sources appropriées et représentatives de la demande économique, de la production industrielle et des systèmes de prix ou de coût.

Le Tableau 1 résume les impacts directs. Nous avons supposé que les gouvernements provinciaux investiraient autant que le fédéral dans le programme national d'investissement dans le réseau routier. Les fonds consacrés aux revendications territoriales ont été introduites comme étant des transferts d'actifs n'ayant aucun impact direct sur la demande ou la production.

Étant donné que votre parti en tant que gouvernement accepterait une inflation de 1% en fonction de l'IPC et en proportion relative de l'hypothèse de base, le taux de change connaîtrait une baisse de 1,2% en proportion relative de notre hypothèse de base. Avec une croissance économique de 3%, on est en droit de s'attendre à une hausse de la valeur du dollar canadien. Les taux d'intérêt nominaux ne sont pas touchés par cet impact, mais les taux d'intérêt réels sont moins élevés.

Tableau 1
Impact des initiatives budgétaires
(en millions de \$, nominal, année civile)

	1997	1998	1999	2000	2001
Dépenses -- Total					
Demande finale ou impact sur les revenus					
Exhaustif & Capital					
Transferts aux personnes					
Impact sur les revenus du crédit d'impôt pour enfants					
Transferts aux entreprises					
Transferts aux étrangers					
Transferts d'actifs					
Revenus -- Total					
Taxes directes - particuliers					
Taxes directes - entreprises					
Taxes sur les produits et services					
Taxes d'accise					
Impact net du budget (1)					
Impact net sur les revenus/la demande (1)					

Les répercussions initiales du programme budgétaire sur les dépenses ayant des multiplicateurs relativement robustes et des liens directs modestes avec les importations financés au moyen de changements dans les revenus qui ont des multiplicateurs relativement modestes et des puissants liens avec les importations génèrent de puissantes répercussions sur l'emploi au cours des trois premières années, créant ainsi chaque année 100 000 emplois additionnels. Les impacts sur la croissance vont en s'atténuant par la suite mais se poursuivent malgré tout.

La stimulation économique suscitée par le gouvernement fédéral produit un impact positif certain sur les budgets des autres ordres de gouvernement et sur les régimes de pension. La concentration de la croissance des revenus attribuable à l'élargissement de l'assiette de revenus, avec l'inflation additionnelle et les règles actuelles en matière d'indexation, produit un impact positif net sur le budget fédéral dans trois des cinq années pour ainsi réduire légèrement le niveau de la dette fédérale. Avec un taux d'activité réel et de prix plus élevé, le ratio de la dette fédérale par rapport au PIB serait réduit comparativement à ce qui serait survenu autrement au cours des 5 années.

Les répercussions sur les industries de production sont le plus prononcées dans celles qui offrent des biens et services de consommation, dans la construction et dans les services de santé et d'éducation. Il n'y a que des répercussions positives modestes sur les industries dont les biens sont affectés par le commerce, mais nous sommes d'avis que ces industries connaîtront malgré tout une forte croissance. Les répercussions sur les administrations publiques sont aussi modestes, mais dans notre hypothèse de base, elles prennent de l'ampleur à partir de 1998, ce qui reflète une croissance de population.

Tableau 2
Principaux indicateurs - Économie canadienne
1997 1998 1999 2000 2001

Demande totale réelle

Niveau d'emploi

Finances gouvernementales

Les soldes de tous les gouv. (en millions de \$)
(% du PIB)

Tous les gouv. -- ratio de la dette et du PIB (% du PIB)

Solde fédérale

Déflateur du PIB (86=1)

Prix à la consommation (86=100)

Inflation (variation annuelle en %)

(a) Impact de base

En conclusion, je tiens à souligner que l'impact sur l'épargne de tous les secteurs de revenus (les particuliers, les entreprises et les gouvernements) est positif. Il y a un accroissement des emprunts à l'étranger, mais sur la période de 5 ans, cette augmentation représente moins du quart de l'augmentation des dépenses engagées par les entreprises aux titres de nouvelles installations et de nouveau matériel.

C.A Sonnen
Président